

Déroulement de l'examen du bac  
**Sadaoui fait le point**

PAGE 5

**L'ÉCHO DES RÉSEAUX SOCIAUX**  
**Kansas City voit vert** PAGE 15



**CRÉSUS**  
QUOTIDIEN

www.cresus.dz

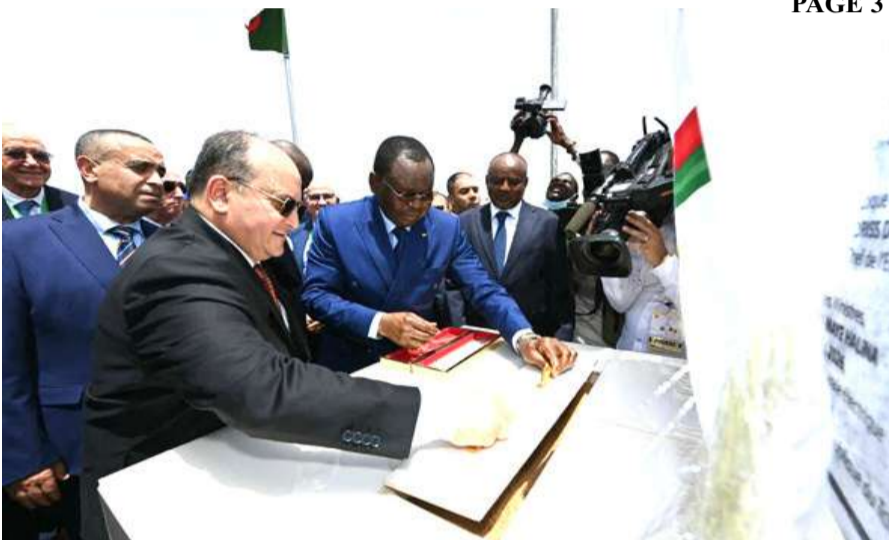
In medio stat virtus

Présidence  
**Tebboune reçoit**  
**Ban Ki-moon**

PAGE 16

Algérie-Tchad  
**Du dialogue aux réalisations concrètes**

PAGE 3



À travers la réalisation d'une centrale électrique de 40 mW à N'Djamena, offerte dans le cadre de la coopération bilatérale, Alger concrétise sa volonté d'accompagner les pays africains dans leurs efforts de développement et de sécurité énergétique.

Campagne électorale  
**C'EST PARTI !**

PAGE 4

Les partis finalisent leurs préparatifs organisationnels et intensifient la mise en avant de leurs programmes et de leurs priorités politiques.



Un chantier continental en marche  
**Djellaoui veut accélérer la Transsaharienne**

PAGE 6

Ce gigantesque projet s'étend sur 10 000 km, avec un axe principal de 4 500 km reliant Alger à Lagos et plusieurs ramifications stratégiques à travers le continent.



ALERTE GÉNÉRALE  
EN EUROPE SUR LES PRODUITS  
AGRICILES MAROCAINS  
**COUP DUR POUR  
LE MAKHZEN**

PAGE 2



Les produits agricoles marocains sont au cœur d'une série d'alertes sanitaires sans précédent en Europe, en raison de leur teneur élevée en résidus de pesticides, en métaux lourds et en substances toxiques.

Gestion des déchets en Algérie  
**L'exemple britannique qui inspire la transition**

PAGE 7

# Alerte générale en Europe sur les produits agricoles marocains

## COUP DUR POUR LE MAKHZEN

**Revers pour le Makhzen. Les produits agricoles marocains sont au cœur d'une série d'alertes sanitaires sans précédent en Europe, en raison de leur teneur élevée en résidus de pesticides, en métaux lourds et en substances toxiques.**

**L**e Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) de la Commission européenne a multiplié, entre 2025 et 2026, les notifications concernant notamment la tomate et le piment marocains, classés à plusieurs reprises comme «dangereux» ou «potentiellement dangereux» par différents États membres. Cette accumulation d'alertes révèle une tendance lourde : une surveillance renforcée des importations marocaines par les autorités sanitaires européennes, dans un contexte de préoccupations croissantes liées à la sécurité alimentaire et à la protection des consommateurs. Les cas recensés par les services de contrôle européens illustrent l'ampleur du phénomène : Décembre 2025 : cadmium détecté dans la tomate, alerte émise par l'Espagne  
 Décembre 2025 : particules métalliques dans la tomate, alerte des Pays-Bas  
 Novembre 2025 : chlorfénapyr dans la tomate, alerte via l'Italie et la Slovénie  
 Septembre 2025 : résidus métalliques dans la tomate, alerte des Pays-Bas  
 Mai 2025 : chlorpyrifos et thiabendazole dans le piment, alerte de la France  
 Mars 2025 : abamectine dans le piment, alerte de l'Allemagne  
 Février 2025 : cadmium dans le piment, interdiction et alerte espagnole  
 Février 2025 : fénazaquin, formétanate et flonicamide dans le piment, alerte espagnole  
 Avril 2026 : avermectine B1a dans le piment, alerte allemande  
 Février 2026 : combinaison de plusieurs pesticides dans le piment, alerte espagnole. Au total, ces alertes répétées traduisent une intensification des contrôles européens et une vigilance accrue sur les chaînes d'exportation marocaines, particulièrement sur les produits frais à forte consommation.

### LA RÉPUTATION EXPORTATRICE DU PAYS S'EFFILOCHE

Alors que le Maroc se présente comme un acteur majeur de l'exportation agricole vers l'Europe, notamment dans le secteur de la tomate, ces alertes successives viennent fragiliser son image sur les marchés internationaux. Elles constituent surtout, comme le souligne l'expert et conseiller économique, Abdelkader Slimani, à l'APS, «une preuve irréfutable» selon laquelle le régime du Makhzen recourt à des procédés illicites, à l'instar de la corruption dans la conclusion d'accords commerciaux avec la par-



tie européenne, en violation flagrante des conventions internationales y afférentes. Il a étayé ses propos en évoquant «la poursuite de la spoliation du phosphate extrait du Sahara occidental occupé, utilisé dans les industries agroalimentaires exportées vers l'Europe».

### UN PARTENAIRE DOUTEUX

Les autorités européennes, appuyées par les organismes de contrôle sanitaire, ont renforcé les inspections aux frontières et multiplié les analyses de produits importés. Plusieurs pays, dont l'Espagne, la France, l'Allemagne ou encore les Pays-Bas, ont adopté des mesures de filtrage plus strictes, allant jusqu'à des refus de lots jugés non conformes. Cette dynamique contribue à installer un climat de méfiance croissante à l'égard des produits agricoles marocains dans plusieurs filières de distribution européennes. Les alertes répétées et conjointes, y compris en dehors de l'espace européen depuis 4 ans, «témoignent d'une large mobilisation visant à stopper ces dérives et à mettre un terme aux tentatives du Makhzen de transgresser les critères de qualité et de sécurité sanitaire en vigueur en Europe et au niveau international», relève encore Slimani.

### SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UNE PRÉOCCUPATION CENTRALE DE L'UE

Pour les institutions européennes, la question dépasse le seul cadre commercial. Le respect des normes sanitaires et environnementales est devenu un critère

central dans l'évaluation des importations agricoles. Les produits marocains concernés sont régulièrement classés dans les catégories de «risque grave», en raison de la présence de substances interdites ou fortement réglementées dans l'Union européenne. Cette situation alimente les débats sur la conformité des chaînes de production et la traçabilité des produits exportés. Dans ce contexte, des organisations agricoles européennes et des associations de consommateurs appellent à un renforcement des contrôles, voire à une révision des accords commerciaux en cas de non-conformité persistante.

### MOBILISATION DES AGRICULTEURS ET PRESSION POLITIQUE

Sur le terrain, la réaction des professionnels agricoles européens est de plus en plus visible. En Espagne, pays particulièrement exposé aux importations marocaines, plusieurs organisations agricoles dénoncent une concurrence jugée déloyale et réclament des mesures de protection plus strictes. L'Association espagnole des jeunes agriculteurs (ASAJA) a notamment saisi la Commission européenne concernant les risques liés à la tomate marocaine. D'autres syndicats agricoles appellent à une harmonisation plus rigoureuse des contrôles sanitaires aux frontières et à une transparence accrue sur les conditions de production dans les pays exportateurs. Cette mobilisation dépasse le seul secteur agricole et s'étend progressivement aux associations de consommateurs et à cer-

tains médias européens, qui relaient les inquiétudes sur la sécurité des produits importés.

### UNE DÉFIANCE EN PROGRESSION CONSTANTE

Au fil des alertes, une méfiance structurelle s'installe dans plusieurs États membres de l'Union européenne. Les contrôles renforcés et les restrictions progressives témoignent d'une évolution du rapport entre l'UE et ses fournisseurs agricoles. Cette situation impacte directement les flux commerciaux, certains observateurs évoquant déjà un ralentissement des importations de produits marocains dans plusieurs segments du marché européen. Dans ce climat tendu, certaines analyses critiques estiment que la répétition des alertes met en lumière des dysfonctionnements dans les pratiques agricoles et les chaînes d'exportation. Elles évoquent l'usage de substances chimiques interdites ou excessivement dosées, ainsi que des irrégularités dans la traçabilité des produits. Ces accusations, relayées par divers acteurs, alimentent un débat plus large sur les standards de production et la conformité aux réglementations européennes. Cette succession d'alertes représente un revers important pour le Maroc, qui cherche depuis plusieurs années à consolider sa position de fournisseur agricole stratégique pour l'Europe, notamment dans le segment des fruits et légumes. La répétition des notifications du RASFF, combinée au durcissement des contrôles et à la mobilisation des acteurs européens, fragilise cette ambition et place les exportations marocaines sous une surveillance renforcée.

### VERS UN DURCISSEMENT DURABLE DES CONTRÔLES EUROPÉENS

Face à la multiplication des signalements, plusieurs pays européens envisagent un renforcement durable des mécanismes de contrôle, voire une révision des procédures d'importation pour les produits jugés à risque. Dans ce contexte, l'avenir des échanges agricoles entre le Maroc et l'Union européenne semble de plus en plus conditionné au respect strict des normes sanitaires et environnementales européennes, désormais placées au cœur des politiques commerciales du Vieux continent. Le Makhzen qui veut exporter l'image d'un «partenaire fiable», se voit ainsi remis à sa place.

R. N.

Le déficit commercial du Maroc a enregistré une hausse de 18,4% au cours des quatre premiers mois de 2026, atteignant 127 milliards de dirhams (13,8 milliards de dollars), dans un contexte marqué par une progression plus rapide des importations que des exportations, ainsi que par un recul des flux d'investissements directs étrangers. Selon les données de l'Office des changes marocain, les importations ont augmenté de 12,7% en glissement annuel pour atteindre 296 milliards de dirhams, tandis que les exportations n'ont progressé que de 8,7%, s'établissant à 169 milliards de dirhams. Cet écart a entraîné un élargissement du déficit commercial du pays. La facture énergétique a également progressé de 12%, pour atteindre 41,8 milliards de dirhams, sous l'effet de la hausse des prix des carburants et des tensions géopolitiques au Moyen-Orient,

### LA MAROC SUFFOQUE Un déficit commercial de 14 milliards de dollars



exerçant ainsi une pression supplémentaire sur la balance commerciale. Les importations de blé ont augmenté de 2%, atteignant 6,2 milliards de dirhams, avant l'entrée en vigueur d'une décision gouvernementale suspendant les importations durant les mois de juin et juillet. Dans le secteur des phosphates, l'un des principaux pourvoyeurs de devises du Royaume, les exportations ont reculé de 1,5% pour s'établir à 27,1 milliards de dirhams. Les tensions dans ce secteur se sont accentuées après l'annonce par le groupe public OCP de l'avancement de ses opérations de maintenance au deuxième trimestre, ce qui entraînera une baisse de la production d'environ 30% sur la période. Par ailleurs, les investissements directs étrangers ont diminué de 19,6%, s'établissant à 16 milliards de dirhams au cours des quatre premiers mois de l'année en cours.

## ALGÉRIE-TCHAD

## Du dialogue aux réalisations concrètes

*À travers la réalisation d'une centrale électrique de 40 mW à N'Djamena, offerte dans le cadre de la coopération bilatérale, Alger concrétise sa volonté d'accompagner les pays africains dans leurs efforts de développement et de sécurité énergétique.*

Le partenariat entre l'Algérie et le Tchad franchit un nouveau cap. À N'Djamena, le Premier ministre algérien, Sifi Ghrieb, a affirmé que la pose de la première pierre d'une centrale électrique de 40 mW marque une étape décisive dans le renforcement des relations bilatérales et ouvre une nouvelle phase de coopération concrète entre les deux pays.

Intervenant lors de la cérémonie de lancement du projet, le Premier ministre a souligné que cette réalisation traduit la volonté commune du président algérien, Abdelmadjid Tebboune, et du président tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno, d'élever les relations algéro-tchadiennes au rang d'un partenariat stratégique fondé sur la solidarité, le développement partagé et les intérêts mutuels.

Sifi Ghrieb a également transmis aux autorités et au peuple tchadiens les salutations du président Tebboune, réaffirmant son engagement en faveur du renforcement des liens de fraternité et de coopération entre les deux nations.

Selon le Premier ministre, cette centrale constitue le premier grand projet issu de la visite officielle du président tchadien en Algérie en avril 2026. Cette visite avait débouché sur plusieurs accords et programmes de coopération dans des secteurs stratégiques.

Il a estimé que le lancement du chantier symbolise le passage de la phase de concertation à celle de la concrétisation, à travers des projets à fort impact économique et social.

La future infrastructure contribuera à renforcer les capacités énergétiques du Tchad, à soutenir l'activité économique et à améliorer les services destinés aux populations. L'Algérie considère ainsi ce projet comme une contribution directe à



la sécurité énergétique du pays et à son développement durable.

#### UNE VISION AFRICAINE FONDÉE SUR LA SOLIDARITÉ

Sifi Ghrieb a rappelé que l'Algérie défend une approche du développement basée sur la coopération africaine et la réalisation de projets concrets au bénéfice des populations.

«L'Afrique que nous voulons est celle de la solidarité active, des investissements productifs et des partenariats créateurs de richesse au service des peuples», a-t-il déclaré.

Il a également souligné l'importance accordée par le président Tebboune au

renforcement des relations de solidarité avec les pays africains et à l'accompagnement de leurs efforts de développement économique et social.

#### LES INFRASTRUCTURES AU SERVICE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE

Le Premier ministre a mis en avant le rôle des grands projets continentaux dans la consolidation de l'intégration africaine. Il a notamment cité la route transsaharienne, les interconnexions en fibre optique ainsi que le développement des réseaux de transport aérien et logistique, considérés comme des leviers essentiels pour stimuler les échanges commerciaux et les investissements.

Baptisée Centrale de solidarité algéro-tchadienne, l'infrastructure sera entièrement financée par l'Algérie sous forme de don. Sa réalisation a été confiée à Sonelgaz International, filiale du groupe Sonelgaz spécialisée dans les projets énergétiques à l'étranger.

Équipée de turbines à gaz d'une capacité totale de 40 mW, la centrale vise à répondre à la demande croissante en électricité dans la capitale tchadienne et ses environs, tout en renforçant la stabilité du réseau national.

Lors de la cérémonie, des présentations techniques ont détaillé les caractéristiques du projet, ses différentes phases de réalisation ainsi que les besoins énergétiques futurs du Tchad.

#### UN SIGNAL FORT DE L'ALGÉRIE

La cérémonie, organisée en présence du Premier ministre tchadien, Allah-Maye Halina, s'est achevée par la pose officielle de la première pierre et le dévoilement de la plaque commémorative marquant le lancement des travaux.

Au-delà de sa dimension énergétique, ce projet illustre la montée en puissance de la coopération économique algérienne sur le continent africain et confirme la volonté d'Alger de soutenir des projets structurants au service de l'intégration régionale et du développement partagé.

Pour cette visite à N'Djamena, Sifi Ghrieb était accompagné notamment du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, du secrétaire d'État chargé des Énergies renouvelables, Noureddine Yassaâ, ainsi que de plusieurs responsables d'institutions et d'entreprises algériennes du secteur énergétique

Synthèse Smail R.

## LE CHEF D'ÉTAT TCHADIEN MAHAMAT IDRIS DÉBY ITNO

### «Le président Tebboune est un homme pragmatique»

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a indiqué, hier, que le président de la République du Tchad, le maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, l'a chargé de transmettre ses salutations au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qu'il a qualifié d'«homme pragmatique qui agit conformément à ses engagements».

Dans une déclaration faite à l'issue de son audience avec le président tchadien, le Premier ministre a affirmé : «J'ai eu l'honneur de rencontrer Son Excellence le président de la République du Tchad, le maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, et de lui transmettre les salutations de son frère, le président de la République Abdelmadjid Tebboune. J'ai également réaffirmé l'attention particulière et le suivi personnel que Son Excellence accorde au renforcement des liens de fraternité, des relations de coopération bilatérale et à la promotion du dialogue politique entre les deux pays frères.»

Il a également évoqué le projet de centrale électrique d'une capacité de 2x20 mégawatts, initié par le président Abdelmadjid Tebboune au profit de la République du



Tchad. Le projet a été lancé officiellement en présence des Premiers ministres des deux pays, avec la pose de la première pierre marquant le début des travaux.

Selon lui, ce projet constitue «le premier fruit de la nouvelle dynamique» des relations entre l'Algérie et le Tchad, caractérisée par une volonté politique commune et un engagement renforcé au plus haut niveau. Cette dynamique s'inscrit dans la feuille de route définie lors de la visite du président tchadien en Algérie en avril dernier et lors de la quatrième

session de la commission mixte bilatérale.

Les deux parties ont passé en revue les principaux axes de coopération, notamment l'énergie, les hydrocarbures, les infrastructures, la formation, l'enseignement supérieur et les transports, en insistant sur la nécessité d'un suivi rigoureux des projets en cours.

De son côté, le président tchadien a exprimé ses salutations et sa haute considération à l'égard du président Abdelmadjid Tebboune, réaffirmant sa volonté de renfor-

cer et d'élargir la coopération bilatérale, tout en lui renouvelant son amitié et sa disponibilité à sceller, une fois encore, la fraternité entre deux pays.

Il a salué le projet de centrale électrique, estimant qu'il reflète un engagement concret en faveur du développement du Tchad, en particulier dans le secteur de l'énergie.

Les entretiens ont également porté sur le renforcement du dialogue politique, la consolidation du partenariat bilatéral ainsi que la valorisation des opportunités de coopération et la définition des priorités de la prochaine étape.

Enfin, lors des discussions, les

enjeux économiques et sécuritaires régionaux ont été abordés, soulignant la nécessité d'une coordination accrue afin de promouvoir la stabilité, la paix et le développement dans la région. Abordant la situation régionale, Sifi Ghrieb a réaffirmé la «volonté commune des deux pays de renforcer la coordination et la concertation sur les questions régionales et continentales, en faveur de solutions africaines aux problèmes africains, dans le respect de la souveraineté des États et pour la stabilité de la région sahélo-saharienne et du continent africain».

#### CENTRALE ALGÉRIENNE DE N'DJAMENA

### Une réponse majeure à la crise électrique du Tchad

Le directeur général de TchadElec, Saleh Ben Haliki, a salué, hier, à N'Djamena, l'initiative de l'Algérie consistant à réaliser une centrale électrique de 40 mW pour aider le Tchad à faire face à sa crise énergétique. Lors de la pose de la première pierre du projet à Farcha par le Premier ministre Sifi Ghrieb, il a souligné que cette infrastructure permettra de couvrir plus de 80% du déficit électrique du pays, estimé à 60 mW en période de pointe. La centrale contribuera ainsi à réduire sensiblement les délestages et à assurer un approvisionnement plus stable en énergie. Le responsable tchadien a également salué le respect par l'Algérie de ses engagements et son expertise reconnue dans le domaine de l'électricité, tout en exprimant le souhait d'un futur renforcement des capacités de production afin d'éliminer définitivement le déficit énergétique du pays.

**LEGISLATIVES  
2026**

## CAMPAGNE ÉLECTORALE C'est parti !

*Les partis finalisent leurs préparatifs organisationnels et intensifient la mise en avant de leurs programmes et de leurs priorités politiques.*

La campagne électorale pour les élections législatives de 2026 va officiellement débuter aujourd'hui, marquant l'entrée des différentes formations politiques dans une phase déterminante du processus électoral.

Dans un contexte où les attentes sociales et économiques demeurent importantes, les formations engagées mettent en avant des propositions axées sur l'amélioration du pouvoir d'achat, la création d'emplois, la modernisation de l'économie et le renforcement des services publics.

Ces thématiques constituent le cœur des discours politiques qui seront déployés sur le terrain.

La mobilisation des structures militantes et la communication autour des programmes électoraux devraient ainsi s'intensifier dans les prochains jours.

### LE RND MISE SUR UNE PRÉSENCE NATIONALE ÉLARGIE

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a présenté, hier, le programme électoral de son parti pour les élections législatives de 2026, ainsi que les principales orientations politiques du parti.

À cette occasion, il a affirmé que le RND a ouvert «une nouvelle page», à la faveur de son septième congrès, marquée par un renouvellement des pratiques politiques et une modernisation des méthodes de travail. Cette démarche s'inscrit, selon lui, dans une volonté d'adaptation aux défis actuels, tout en préservant l'héritage militant et les acquis historiques du parti.

### UN PROGRAMME AMBITIEUX

Le responsable politique a souligné que les élections législatives de 2026 constituent une étape majeure pour la continuité des institutions de l'État. Le RND aborde ce rendez-vous avec un programme électoral



«riche et ambitieux», destiné à répondre aux attentes des citoyens en matière de développement, de modernisation et de progrès.

Le parti sera présent sur l'ensemble du territoire national avec 75 listes électorales, réparties sur 69 wilayas, ainsi que dans six circonscriptions de la communauté nationale à l'étranger.

Une présence que Monder Bouden considère comme le reflet de l'ancrage national du RND et de sa volonté de participer activement à ce scrutin.

Il a également salué les mécanismes modernes introduits dans l'organisation des élections, notamment la numérisation des différentes étapes du processus électoral. Il a exprimé le souhait de voir, à terme, des élections entièrement numériques, estimant qu'elles renforceraient la transparence, l'efficacité et la participation citoyenne.

### CANDIDATURES ET PARTICIPATION POLITIQUE

Abordant la question des candidatures rejetées, Monder Bouden a défendu les militants présentés par son parti, affirmant qu'aucun doute ne peut être porté sur leur patriotisme ou leurs compétences. Il a souligné que ces militants restent des membres à part entière du RND, tout en saluant leur engagement.

Sur le plan juridique, le secrétaire général du RND a estimé que certaines dispositions de la législation électorale mériteraient d'être évaluées après le scrutin afin d'en tirer les enseignements nécessaires. Sans remettre en cause les institutions chargées de l'organisation des élections, il a plaidé pour une amélioration continue du système électoral, à l'image des révisions constitutionnelles déjà engagées lorsque l'expérience l'exige. «Nous ne remettons en cause les intentions d'aucune partie», a-t-il

déclaré, affirmant que l'Autorité nationale indépendante des élections, les pouvoirs publics et les formations politiques œuvrent ensemble à la réussite de cette échéance nationale.

Il a, toutefois, reconnu que certaines dispositions, notamment l'article 200 de la loi électorale, ont suscité des débats. Le RND poursuivra néanmoins sa participation au processus électoral «avec responsabilité, détermination et conviction», dans le respect des institutions de la République.

### APPEL À LA RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Monder Bouden a également appelé les militants déçus par certaines décisions liées aux candidatures à privilégier l'intérêt supérieur du pays et à contribuer à la stabilité institutionnelle, tout en exprimant sa confiance dans la capacité des institutions à corriger d'éventuelles injustices.

Lors d'une rencontre à Alger consacrée à la présentation des candidats du parti, il a réaffirmé que le RND «n'est pas au-dessus des lois». Il a souligné que les textes régissant la vie politique peuvent évoluer et être actualisés en fonction des réalités du terrain. Selon lui, les réserves ou observations sur certains textes juridiques sont naturelles dans toute démocratie et peuvent ouvrir la voie à de futures réformes, émanant aussi bien des partis politiques que des autorités publiques. Enfin, le secrétaire général du RND a réitéré le soutien de son parti au programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tout en mettant en avant la spécificité du projet politique du RND. Il a estimé que les propositions du parti viennent compléter et enrichir les orientations nationales, dans le but d'accélérer le développement, de moderniser l'action publique et d'améliorer la performance des institutions.

I. Khermane

## Le FLN affiche ses ambitions

Le Front de libération nationale (FLN) a présenté, hier, à Alger, un ensemble de données internes ainsi que les grandes lignes de son programme électoral. Une démarche visant à mettre en avant une organisation structurée, une base militante mobilisée et une vision politique articulée autour de plusieurs priorités.

Lors de la conférence de presse tenue au siège central du parti, le secrétaire général du FLN a souligné l'importance stratégique de ce rendez-vous électoral, considéré comme une étape clé dans le renforcement des institutions et la consolidation du processus démocratique.

Fidèle à son héritage historique, le parti entend se positionner comme une force de stabilité et de proposition dans un contexte marqué par des défis économiques et sociaux.

### UNE BASE DE CANDIDATS DIVERSIFIÉE

Les statistiques relatives aux candidats potentiels sous la bannière du parti montrent une majorité de niveaux d'instruction inférieurs au supérieur, soit 76,28%, contre 23,72% de profils universitaires. Cette répartition traduit une base large et socialement diversifiée.

La répartition par genre et niveau met en évidence une présence différenciée entre hommes et femmes, avec une dominante masculine dans plusieurs catégories. Le parti souligne néanmoins la présence de profils qualifiés, notamment des titulaires de doctorat (10,24%) et de masters ou diplômés d'ingénieur (32,65%), ainsi qu'un taux de cadres supérieurs estimé à 7,58%.

Dans son allocution, le secrétaire général a insisté sur le rôle

de ce scrutin dans la consolidation de la stabilité institutionnelle et la poursuite des réformes engagées. Le FLN affirme vouloir contribuer à la dynamique de développement national à travers la mobilisation de ses structures à l'échelle des wilayas.

Le discours met également l'accent sur la nécessité de préserver la cohésion nationale et de relever les défis internes et externes, tout en appelant à une participation citoyenne responsable et élargie.

### UN PROGRAMME STRUCTURÉ AUTOUR DE 13 AXES

Le programme électoral du FLN repose sur une vision jugée réaliste et centrée sur le citoyen, articulée autour de plusieurs axes économiques, sociaux et institutionnels.

Au cœur de cette vision, le citoyen est placé comme priorité, avec un accent sur la justice sociale, la réduction des inégalités, l'amélioration du pouvoir d'achat et l'accès équitable aux services publics.

Sur le plan économique, le parti mise sur la diversification, la promotion de l'investissement, le soutien aux PME, ainsi que le développement de l'économie numérique et de l'innovation. L'agriculture et la sécurité alimentaire figurent également parmi les priorités, avec des mesures visant la modernisation du secteur et l'amélioration des chaînes de production.

La jeunesse constitue un axe central, avec des mesures en faveur de l'emploi, des start-ups et de l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins du marché.

Dans le domaine social, le programme prévoit des actions en matière de santé, de protection sociale et d'amélioration des conditions de vie, notamment pour les catégories vulnérables et les personnes à besoins spécifiques.

L'éducation et l'enseignement supérieur font l'objet de réformes visant la modernisation des programmes, le renforcement des langues étrangères, l'amélioration des infrastructures et le développement de la recherche scientifique, avec un accent sur la numérisation du secteur.

Enfin, les volets liés à la sécurité et à la souveraineté nationale mettent en avant la lutte contre la spéculation, la corruption et les discours de haine, ainsi que le renforcement des institutions et de l'unité nationale.

A. M.

**CRÉBUS**

Quotidien national,  
édité par la SARL  
CELIGNE Éd. & Com.

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
SAMIR MEHALLA  
celigned@gmail.com  
cresusdz@gmail.com  
Tél. : 044 40 74 96

**DIRECTEUR DE REDACTION**  
SAID MEKLA

**REDACTRICE EN CHEF**  
ASSIA MEKHENNEF

**Rédaction/Administration**

MAISON DE LA PRESSE  
TAHAR DJAOUT  
1, RUE BACHIR ATTAR  
1<sup>er</sup> MAI - ALGER

**Marketing** : 0770 150719  
dp@cresus.dz  
**Site** : www.cresus.dz  
**R. C.** : 15B 0808682- 09/00

**Impression** : EPE/SPA SIMPRAL  
20 rue de la liberté Alger  
**Tirage** : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité  
s'adresser à : l'Entreprise  
Nationale de Communication,  
d'Édition et de publicité »

**Agence ANEP** 01, avenue  
pasteur- Alger

**Tél** : 020.05.20.91/020.05.10.42  
**Fax** : 020.05.11.48/020.05.13.45  
020.05.13.77

**E-mail**: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## DÉROULEMENT DE L'EXAMEN DU BAC

# Sadaoui fait le point

**Sadaoui a insisté sur «l'importance de veiller au confort des candidats et de leur prise en charge durant les périodes entre les épreuves, en réunissant les conditions appropriées dans les établissements scolaires voisins ouverts à cet effet».**

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a présidé, hier, une conférence nationale par visioconférence, consacrée au suivi du déroulement de l'examen du baccalauréat session 2026 et à l'évaluation de l'état de préparation des centres d'examen, au deuxième jour des épreuves, indique un communiqué du ministère. La conférence s'est déroulée en présence de cadres de l'administration centrale, du secrétaire gé-



ral de l'Office national des examens et concours (ONEC), ainsi que des directeurs de l'éducation. A l'entame des travaux de cette conférence, Sadaoui a adressé ses «remerciements» et exprimé sa

«considération aux directeurs de l'éducation et aux personnels éducatifs et administratifs, ainsi qu'aux chefs des centres d'examen et tous les intervenants qui ont contribué au bon déroulement des épreuves du premier jour» et valorisé «la vigilance, la mobilisation et la discipline dont ils ont fait preuve sur le terrain», affirmant que «le succès réalisé est le fruit d'un effort collectif consenti par tous les acteurs et partenaires mobilisés pour ce rendez-vous national important». Dans ce contexte, le ministre a affirmé la nécessité de «poursuivre le travail avec le même esprit de responsabilité durant les jours restants de l'examen», appelant toutes les parties concernées «à maintenir le même niveau d'opérationnalité et de vigilance enregistré durant le premier jour».

### INTÉRÊT PARTICULIER AUX CANDIDATS À BESOINS SPÉCIFIQUES

Sadaoui a insisté, en outre, sur «l'importance d'accorder un intérêt particulier aux candidats à besoins spécifiques et de s'assu-

rer de la distribution des sujets adaptés selon la nature de chaque cas, de manière à permettre à cette catégorie de passer l'examen dans les meilleures conditions, notamment en ce qui concerne les sujets écrits en braille élaborés au profit des malvoyants». Dans ce cadre, il a donné des instructions tendant à «instaurer une communication directe avec les chefs des centres d'examen et à prendre toutes les mesures organisationnelles pour la mise en œuvre rigoureuse de la nouvelle procédure relative à l'ouverture des centres aux candidats à partir de 7h15 pour la période matinale et à partir de 13h45 pour la période de l'après-midi, et ce, pour accueillir les candidats dans de bonnes conditions».

### LUTTE CONTRE LA FRAUDE : DISCIPLINE ET RIGUEUR

Sadaoui a insisté également sur «l'importance de veiller au confort des candidats et de leur prise en charge durant les périodes entre les épreuves, en mettant à disposition des conditions appropriées dans les éta-

blissements scolaires voisins ouverts à cet effet». Et de souligner «la nécessité d'un accompagnement effectif assuré par les administrations des centres au profit des encadreurs, ainsi que le suivi des conditions dans lesquelles ils accomplissent leurs missions». Pour ce qui est de la sécurisation de l'examen et de la lutte contre la fraude, le ministre a réaffirmé la nécessité de «l'application stricte des instructions relatives à l'interdiction de l'introduction des téléphones portables et de tout moyen de communication dans les centres d'examen, tant pour les candidats que pour l'ensemble des personnels mobilisés au niveau des centres». Aussi, il a appelé à «davantage de discipline et de rigueur dans la mise en œuvre de ces mesures, ainsi qu'au renforcement de la vigilance». Au terme de la conférence, Sadaoui a réaffirmé la nécessité «d'une coordination permanente avec la cellule centrale du ministère, qui travaille 24 heures sur 24 pour prendre en charge immédiatement toute préoccupation ou demande de renseignement». **R. N./APS**

### FUITE DES SUJETS DU BAC

## Deux sœurs en détention provisoire

Le parquet de la République près le tribunal de Biskra a annoncé, dimanche, la poursuite judiciaire d'une candidate au baccalauréat (session de juin 2026), ainsi que de sa sœur et d'une troisième personne, dans une affaire liée à la fuite de sujets et de corrigés d'examen via l'utilisation de moyens de communication à distance. Le procureur de la République a précisé, dans un communiqué, que l'affaire fait suite à une plainte déposée par la Direction de l'éducation de la wilaya de Biskra, après le constat d'un cas de triche à l'intérieur d'un centre d'examen situé au lycée Larbi Ben M'hidi. Les premières constatations ont révélé que la candidate utilisait une oreillette Bluetooth dissimulée pendant l'épreuve de langue et littérature arabes, ce qui a éveillé les soupçons quant à une communication avec l'extérieur pour recevoir les réponses. Les investigations menées par les services compétents ont permis d'établir que la candidate avait passé un appel téléphonique pour obtenir les réponses, avec l'aide de sa sœur qui lui transmettait les informations via la technologie Bluetooth, tandis qu'une troisième personne a également été identifiée pour son implication dans l'affaire. Après la finalisation des enquêtes et des procédures légales, les suspectes ont été présentées devant les autorités judiciaires compétentes et placées en détention provisoire, conformément aux dispositions de l'article 253 bis 7 du code pénal, en attendant l'audience qui a eu lieu hier.

## ÉTUDIANTS LAURÉATS DU CONCOURS HUAWEI EN CHINE

# Baddari préside une cérémonie en leur honneur

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, dimanche, à Alger, une cérémonie de distinction en l'honneur des étudiants lauréats des grands prix lors des finales mondiales du concours Huawei dans le domaine de la technologie de l'information et de la communication, organisé dans la ville chinoise de Shenzhen. Dans son allocution à l'occasion, Baddari a salué cet exploit scientifique ainsi que «cette excellence sans précédent réalisée par les étudiants algériens», en décrochant les trois grands prix, soit les plus hautes distinctions du concours mondial de Huawei (2025-2026), précisant que les étudiants algériens occupent les premières places mondiales dans trois catégories stratégiques, et ce, après «une rude concurrence entre plus de 220 000 participants ayant représenté 2 000 établissements universitaires de 100 pays». Pour le ministre, ce succès reflète le haut niveau atteint par



l'Université algérienne à l'ère de l'Algérie nouvelle victorieuse qui valorise «les compétences scientifiques et de recherche», rappelant, à ce titre, que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité les étudiants lauréats pour avoir honoré l'Algérie. Pour leur part, les étudiants se sont dits fiers de représenter l'Algérie à

l'échelle mondiale et de hisser son drapeau très haut lors de ce rendez-vous scientifique et technologique, se félicitant du soutien du président de la République qui a toujours encouragé les étudiants et les jeunes dans le domaine de l'innovation et de la recherche scientifique. Il convient de rappeler que l'équipe composée de Kafi Mejd Imane, de l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediène (USTHB), de Lebri Nidal, de l'École nationale supérieure des technologies numériques, des postes et des télécommunications d'Oran, ainsi que de Bouzid Nesrine, de l'École nationale supérieure de l'intelligence artificielle de Sidi Abdellah, a décroché le Grand Prix dans la catégorie cloud. Par ailleurs, l'équipe constituée de Miliani Tarek et de Benhiba Fodil, de l'École supérieure en informatique (ESI) de Sidi Bel Abbès, et de Chems Eddine Ikram, de l'École nationale supérieure d'informatique d'Alger, s'est vu décerner le Grand Prix

dans la catégorie Computing. De surcroît, l'équipe comprenant les étudiants Facela Zakaria, de l'École nationale supérieure des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication, Chekhchoukh Akram, de l'USTHB et Talbi Abderrahmane, de l'ESI de Sidi Bel Abbès, a remporté le Grand Prix dans la catégorie Network. A l'occasion de cette cérémonie, qui s'est déroulée en présence du Conseiller de l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Guo Jianjun, du président du groupe Huawei Enterprise Business pour la région Afrique du Nord, Lionel Liu, ainsi que de représentants de Huawei Enterprise Business Algérie, Baddari a honoré les lauréats de ce concours en leur décernant la plus haute distinction du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Des cadres de l'académie Huawei Algérie ont également été distingués lors de cet événement.

UN CHANTIER CONTINENTAL EN MARCHE

# Djellaoui veut accélérer la Transsaharienne

**Ce gigantesque projet s'étend sur 10 000 km, avec un axe principal de 4 500 km reliant Alger à Lagos et plusieurs ramifications stratégiques à travers le continent.**

Les travaux de la 77<sup>e</sup> session du Comité de liaison de la route transsaharienne ont débuté hier à Alger sous la supervision du ministre des Travaux publics et des Infrastructures, Abdelkader Djellaoui, en présence des représentants des pays membres du Comité, à savoir la Tunisie, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

Cette rencontre de deux jours, organisée à l'École supérieure de management des travaux publics (ESMTP) de Sidi Abdellah (Alger), est consacrée à l'examen de l'état d'avancement des projets liés à cet important axe routier continental ainsi qu'au renforcement de la coopération entre les pays concernés dans les domaines des infrastructures de transport et de la connectivité régionale.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre a souligné que «la route transsaharienne est bien plus qu'une simple infrastructure de transport».

Selon lui, elle constitue «un pilier central pour renforcer l'interconnexion entre les pays africains, soutenir les échanges commerciaux et les investissements, et faciliter la circulation des personnes et des marchandises», contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement communs et à l'intégration économique du continent.

Il a également estimé que la tenue de cette session traduit «la volonté de nos pays de renforcer leur coopération» et reflète «une détermination collective à relever les défis et à surmonter les obstacles grâce à un dialogue constructif».



### L'ENGAGEMENT RENFORCÉ DE L'ALGÉRIE

Le ministre a mis en avant les efforts consentis par l'Algérie pour accompagner ce projet structurant. Cet engagement s'est notamment traduit par la mise en place d'un réseau intégré d'infrastructures comprenant les réseaux routiers et ferroviaires, les services logistiques, les télécommunications et l'énergie.

Cette dynamique renforce la position de l'Algérie en tant que porte d'entrée vers l'Afrique et plateforme régionale d'échanges et d'intégration économique.

Dans le même contexte, Abdelkader Djellaoui a rappelé que le président de la

République avait ordonné, lors d'une réunion du Conseil des ministres tenue en mai dernier, la prise en charge par des entreprises algériennes de deux tronçons restants de la route transsaharienne sur le territoire tchadien. Une décision qui illustre l'implication croissante de l'Algérie dans la concrétisation de ce projet continental.

### ACCÉLÉRER LA FINALISATION DES TRONÇONS RESTANTS

Le ministre a insisté sur la nécessité de poursuivre la coopération et la coordination entre les États membres afin d'achever les sections encore en chantier dans cer-

tains pays.

Il a plaidé pour un renforcement de l'échange d'expertises, de l'assistance technique et des efforts conjoints, estimant que cette démarche permettra d'accélérer le rythme des travaux et d'améliorer l'efficacité globale du projet.

Selon lui, l'achèvement des tronçons restants ouvrira la voie à une nouvelle étape, celle de l'exploitation économique effective de la route transsaharienne.

### UN CORRIDOR AU SERVICE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE

Cette nouvelle phase passera par la création de zones logistiques intégrées, la promotion des investissements et le développement des échanges commerciaux intra-africains, conformément aux objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). L'ambition est de faire de cet axe stratégique un levier de développement, de prospérité et d'intégration économique pour les peuples du continent.

### VERS DES CORRIDORS ÉCONOMIQUES TRANSFRONTALIERS

En conclusion, Abdelkader Djellaoui a appelé les pays membres à poursuivre leur collaboration afin de renforcer les liaisons multimodales intercontinentales et de développer les corridors économiques transfrontaliers.

Il a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à soutenir les grands projets d'infrastructure à dimension africaine et à œuvrer en faveur d'une coopération renforcée et d'une intégration accrue entre les pays du continent.

S. Smati

## ALGÉRIE - ÉTATS-UNIS

# Intensification de la coopération

Les Américains et les Algériens multiplient ces derniers jours les rencontres de haut niveau afin de consolider un partenariat déjà solide ces dernières années. Le rapprochement engagé s'est nettement intensifié depuis le début de l'année.

L'administration américaine semble s'intéresser de près aux mutations que connaît l'Algérie, tant sur le plan économique que diplomatique. Les grands chantiers structurels lancés ainsi que les opportunités d'investissement, notamment dans le secteur de l'énergie et, dans une moindre mesure, dans l'industrie agroalimentaire, retiennent l'attention de Washington.

En avril dernier, deux hauts responsables américains ont atterri à Alger le même jour — une première dans l'histoire diplomatique des relations bilatérales : Christopher Landau, secrétaire d'État adjoint, et le général Dagvin R. M. Anderson, commandant de l'Africom, le commandement militaire américain pour l'Afrique. Cette visite a inauguré une nouvelle ère de coopération, donnant un nouvel élan aux relations entre les deux pays.

### LE REGARD DES THINK TANKS AMÉRICAINS

Le message est clair : Washington considère de plus en plus l'Algérie comme un partenai-



re stratégique central. Plusieurs think tanks américains, dont le Center for Strategic and International Studies (CSIS), saluent la montée en puissance du pays et son rôle régional croissant.

Selon une étude du CSIS relayée par l'APS, l'Algérie s'affirme comme une puissance régionale en ouverture économique, visant à devenir un carrefour stratégique reliant la Méditerranée, le Sahel et l'Afrique du Nord. Cette analyse fait suite à une mission menée en Algérie en mai 2026 par la chercheuse Romina Bandura, qui a rencontré des responsables publics et des acteurs économiques et académiques.

Le rapport met en avant les atouts du pays, notamment ses ressources naturelles, sa main-d'œuvre qualifiée et un environ-

nement favorable aux investissements. Il souligne également les efforts engagés pour améliorer le climat des affaires, à travers la simplification des procédures, la numérisation des dispositifs d'investissement et des incitations fiscales.

Enfin, le CSIS estime que l'Algérie dispose d'un potentiel de diversification important, notamment dans les secteurs de l'énergie solaire, de l'industrie pharmaceutique, de l'agriculture, des mines, ainsi que du tourisme et de l'hôtellerie.

### COOPÉRATION TECHNIQUE DANS L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

Dans ce contexte, l'ambassade des États-Unis à Alger a accueilli en début de semaine un séminaire

technique consacré à la transformation des oléagineux et à la production d'aliments pour animaux. Cette rencontre a réuni des experts algériens et américains des secteurs agricole et industriel autour des enjeux liés au développement de cette filière.

Organisé en partenariat avec le Département américain de l'agriculture (USDA), le Conseil américain d'exportation du soja (USSEC), le Soybean Innovation Lab et l'Université du Missouri, l'événement vise à favoriser les échanges d'expériences, à promouvoir l'innovation et à renforcer les capacités dans ce domaine.

Les organisateurs soulignent que les exportations américaines de soja vers l'Algérie ont plus que doublé entre 2025 et 2026, portées par la hausse des besoins en alimentation animale.

L'ambassade des États-Unis et le ministère algérien de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises se sont également associés pour soutenir l'écosystème d'innovation en Algérie. Un programme commun a été lancé à cet effet.

«L'ambassade des États-Unis, en collaboration avec le Programme de développement du droit commercial (CDLP) du Département du commerce américain, est fière de s'associer au ministère algérien de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des

Micro-entreprises, ainsi qu'à Algeria Venture et aux incubateurs universitaires pour soutenir l'écosystème d'innovation», indique la représentation diplomatique américaine.

### INVESTISSEMENTS ET OUVERTURE INTERNATIONALE

Enfin, une délégation algérienne composée d'une trentaine d'hommes d'affaires, représentant 24 entreprises publiques et privées, a participé au SelectUSA Investment Summit 2026, principal événement américain dédié à la promotion des investissements directs étrangers.

Cette délégation, incluant également le CREA, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et la Chambre de commerce américaine en Algérie (AmCham), a mis en avant des acteurs économiques couvrant plusieurs secteurs : énergie, santé, pharmacie, agroalimentaire, industrie, construction, automobile, numérique, tourisme et chimie.

Pour les entreprises algériennes participantes, ce sommet constitue une plateforme stratégique d'échanges et d'ouverture sur les standards internationaux, favorisant le transfert de savoir-faire et la modernisation du tissu industriel national.

H. A.

## GESTION DES DÉCHETS EN ALGÉRIE

## L'exemple britannique qui inspire la transition

Face aux défis croissants de la gestion des déchets, l'Algérie explore les pistes d'une transition vers une économie circulaire plus performante. Entre impératifs de recyclage, structuration des filières et ambitions de transition écologique, le secteur des déchets pourrait devenir un levier stratégique de développement durable.

Le secteur mondial de la gestion des déchets connaît une véritable avancée avec l'annonce du Royaume-Uni du lancement du projet Protos ERF, une installation de grande envergure qui combine à la fois la valorisation énergétique des déchets et la technologie de captage et de stockage du carbone (CCS). Porté par la société Encyclis, ce site industriel devrait entrer en service à l'horizon 2029 et ambitionne de devenir une référence mondiale dans la décarbonation du secteur des déchets. Selon les données communiquées, l'installation sera capable de traiter jusqu'à 500 000 tonnes par an de déchets résiduels non recyclables. Elle permettra également de produire 49 mégawatts d'électricité, soit l'équivalent de la consommation énergétique de près de 90 000 foyers. Mais l'innovation majeure réside dans son système de captage du carbone, qui devrait permettre de piéger environ 370 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an avant leur acheminement par pipelines vers des sites de stockage géologique sous les fonds marins. Cette réduction est comparée à la suppression de près de 200 000 véhicules de la circulation.

## UNE MUTATION MONDIALE DE LA GESTION DES DÉCHETS

Au-delà de ses performances techniques, ce projet illustre une tendance



mondiale de fond : l'intégration des technologies climatiques avancées dans les infrastructures de traitement des déchets. Une approche qui vise à transformer un secteur historiquement polluant en levier de production d'énergie propre et de réduction des émissions. Dans ce contexte, l'expérience britannique suscite également un intérêt particulier pour les pays en développement, notamment l'Algérie, où la question de la gestion des déchets et de la transition

vers une économie circulaire demeure un enjeu stratégique. Pour les experts du secteur, ce type de projet rappelle toutefois une réalité essentielle : la hiérarchie des modes de traitement des déchets doit rester la base de toute politique environnementale. La réduction à la source, le réemploi et le recyclage doivent être prioritaires avant toute solution de valorisation énergétique, qui ne concerne que les déchets résiduels non valorisables.

## LES PRIORITÉS DE LA FILIÈRE DÉCHETS EN ALGÉRIE

Dans le cas algérien, les priorités actuelles restent centrées sur le renforcement du tri sélectif, le développement de la valorisation des déchets organiques — notamment à travers la production de biogaz et d'engrais — ainsi que la structuration des filières classiques de recyclage telles que le papier, le carton et les métaux. Ces axes constituent les fondations indispensables à une économie circulaire efficace.

## GOUVERNANCE ET FINANCEMENT DE LA TRANSITION

Par ailleurs, la réussite de projets d'une telle ampleur repose sur des partenariats solides entre acteurs publics et privés, ainsi que sur la mise en place de mécanismes de financement innovants capables de soutenir les infrastructures lourdes et les technologies de pointe. À travers ce type d'initiatives, les grandes puissances industrielles dessinent les contours des systèmes énergétiques et environnementaux de demain. Elles rappellent surtout que la transition écologique est un processus progressif, qui s'étale sur plusieurs décennies, allant de la structuration des filières de base jusqu'à l'intégration des technologies les plus avancées.

S.R.

## INNOVATION TEXTILE

## Getex ouvre la voie aux start-up

Le groupe public du textile et du cuir Getex a lancé, samedi à Alger, le Défi national de l'innovation textile « Getex InnovTex », une initiative visant à stimuler la créativité et à intégrer les start-up dans la modernisation de l'industrie textile nationale. Annoncé en marge de la deuxième édition de l'événement de mode « Getex Family 2026 », organisé en partenariat avec l'accélérateur Diar Dzair au Jardin d'Essai d'El Hamma, ce programme s'adresse aux étudiants, porteurs de projets et jeunes entreprises souhaitant transformer leurs idées en solutions concrètes. À travers ce concours, Getex ambitionne de faire émerger des produits innovants capables de renforcer la compétitivité du secteur textile algérien, tout en favorisant la création d'emplois, la valorisation des compétences locales et la réduction progressive de la dépendance aux importations.

Les projets retenus bénéfi-

cieront d'un accompagnement technique et de formations spécialisées, avant une phase de prototypage. Une finale est prévue en novembre prochain pour départager les meilleures initiatives devant un jury d'experts.

## UNE STRATÉGIE D'OUVERTURE

Pour le PDG du groupe, cette démarche traduit la volonté de Getex de s'ouvrir davantage à l'écosystème de l'innovation et aux jeunes entreprises, dans une logique de collaboration entre industriels et start-up, considérée comme un levier de modernisation et de compétitivité. Selon lui, l'innovation constitue désormais un passage incontournable pour permettre à l'Algérie de se positionner comme un acteur régional de référence dans l'industrie textile.

Organisée sous le patronage du ministère de l'Industrie, la manifestation « Getex Fami-

ly 2026 » a également permis de mettre en avant les progrès réalisés par le groupe ces dernières années en matière de production, de marketing, de diversification des gammes et d'amélioration de la qualité.

## UNE DIMENSION SOCIALE ET INCLUSIVE

Au-delà de l'aspect économique, l'événement a aussi mis l'accent sur la dimension sociale, à travers la participation de structures d'accueil de l'enfance et de créatrices exerçant à domicile, illustrant une volonté d'inclusion dans la dynamique du secteur.

De son côté, le directeur général de Diar Dzair a souligné que cette initiative constitue un espace de rencontre entre l'innovation des créateurs, l'expertise des industriels et le dynamisme de la jeunesse algérienne. Il a également insisté sur l'importance de l'intégration des nouvelles technologies et des solutions numériques dans l'avenir du

textile.

Il a rappelé que la coopération entre Diar Dzair et Getex avait déjà permis le lancement d'une plateforme numérique de promotion et de commercialisation des produits du groupe, une expérience présentée comme un succès en matière de transformation digitale.

Dans le même esprit, le Défi national de l'innovation textile s'inscrit dans les tendances internationales qui privilégient l'innovation ouverte, l'intégration de matériaux intelligents, la digitalisation des processus de production et le recyclage. L'événement a par ailleurs été marqué par le lancement d'une nouvelle marque de vêtements pour enfants, « Oldyz », développée par Getex.

La cérémonie s'est clôturée par la remise de distinctions aux meilleurs créateurs de mode dans les catégories textile et cuir, avec un hommage rendu aux stylistes exerçant à domicile.

## SECTEUR MINIER

## Vers de nouveaux partenariats algéro-américain

La secrétaire d'État aux Mines, Karima Bekir Tafer, a reçu le chargé d'affaires américain en Algérie, Mark Shapiro, pour examiner les perspectives de coopération dans le secteur minier.

Les discussions ont porté sur les opportunités offertes par la nouvelle loi minière algérienne, ainsi que sur les investissements, le transfert de technologies et le renforcement des compétences locales. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de développer des partenariats économiques et industriels.

## SALON «AGRA 2026» EN SLOVÉNIE

## L'Algérie à l'honneur

L'Algérie participera en tant qu'invitée d'honneur au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation (AGRA 2026), prévu du 22 au 26 août à Gornja Radgona, en Slovénie, selon un communiqué du ministère du Commerce extérieur. Ce rendez-vous majeur du secteur agricole réunira producteurs, investisseurs et acteurs de l'agroalimentaire du monde entier, autour des innovations et équipements agricoles. La participation algérienne permettra aux entreprises nationales de promouvoir leurs produits, de développer des partenariats et de s'ouvrir à de nouveaux marchés internationaux.

## PÉTROLE

## Hausse des prix du Brent

Les prix du pétrole ont augmenté de plus de deux dollars par baril ce lundi. Les contrats à terme du pétrole brut américain ont augmenté de 2,10 dollars, soit 2,32 %, pour atteindre 92,64 dollars le baril. De même, les contrats à terme du Brent ont progressé de 2,33 dollars, soit 2,5 %, pour atteindre 95,42 dollars le baril.

## COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES

## L'Association des producteurs voit le jour

L'Association Algérienne des Producteurs de Compléments Alimentaires annoncera officiellement sa création lors d'une conférence de presse prévue le 10 juin 2026 à l'Hô-

tel El Aurassi à Alger.

Cette nouvelle organisation vise à structurer le secteur des compléments alimentaires, représenter les producteurs nationaux et défendre leurs

intérêts, tout en renforçant les normes de qualité et de sécurité des produits.

Les fondateurs présenteront à cette occasion leur vision et leurs objectifs pour

accompagner le développement d'un marché en pleine croissance en Algérie, avec l'ambition de promouvoir une industrie locale plus compétitive et mieux organisée.

## ATTEINTE AUX SYMBOLES DE L'ÉTAT

### 5 ans de prison requis contre une ex-avocate

Le procureur de la République près le tribunal correctionnel de Sidi M'Hamed a requis, hier, une peine de cinq (5) ans de prison ferme assortie d'une amende de 500 000 dinars à l'encontre de l'ex-avocate Dib Latifa, actuellement incarcérée. La mise en cause est poursuivie pour avoir publié sur les réseaux sociaux, notamment via son compte Facebook, des propos jugés diffamatoires et portant atteinte au Président de la République Abdelmadjid Tebboune ainsi qu'au Chef d'État-major de l'Armée nationale populaire, le général Saïd Chengriha. Lors de son audition devant le tribunal, l'accusée a reconnu être l'auteure des publications incriminées, tout en contestant fermement toute intention de porter atteinte aux symboles de l'État. Émue à la barre, elle a déclaré : « Je resterai à jamais fidèle aux deux symboles de l'Algérie. Je continuerai à les soutenir. Ils mènent un combat pour préserver l'intérêt du pays. » Elle a également rappelé son origine familiale, affirmant être issue d'une famille de moudjahidine : « Je suis fille de moudjahid et mon grand-père est un martyr qui a sacrifié sa vie pour la patrie. » Dans ses déclarations, Dib Latifa a expliqué que ses publications visaient, selon elle, à attirer l'attention des autorités sur des pressions et menaces qu'elle affirme avoir subies. Elle a évoqué des menaces de mort qui auraient été proférées à son encontre, imputées à des « ennemis », sans toutefois apporter d'éléments détaillés sur leur origine. La défense a sollicité la relaxe pure et simple de l'accusée, estimant que les faits ne constituent pas une atteinte volontaire aux symboles de l'État et relevant davantage d'un contexte personnel conflictuel. L'affaire a été mise en délibéré et le verdict sera rendu lors de la prochaine audience prévue lundi prochain. L'ex-avocate devra ainsi patienter en détention à la prison de Koléa jusqu'à la décision finale du tribunal.

## PROFANATION DE L'EMBLÈME NATIONAL

### Les deux accusés condamnés à 7 ans de prison



Le tribunal de Bir Mourad Raïs a examiné, hier, une affaire qui a suscité une vive émotion au sein de l'opinion publique nationale, relative à la profanation au drapeau national dans un hôtel de la capitale. L'enquête a conduit à l'arrestation des deux principaux mis en cause : un influenceur et responsable d'une agence de communication ayant organisé l'événement, ainsi qu'un employé d'une société d'impression chargé de concevoir le support à l'origine de la polémique. Lors de l'audience, le représentant du ministère public a requis une peine de dix ans de prison ferme contre les deux accusés, avec placement en détention. À l'issue des délibérations, le tribunal a condamné le principal accusé à sept ans de prison ferme avec mandat de dépôt à l'audience, tandis que le second prévenu a également écopé de sept ans de prison ferme.

## AFFAIRE ASMA RYAD

# La demande de rétractation examinée le 15 juin

**La chambre criminelle de la Cour suprême rendra sa décision le 15 juin prochain concernant une demande de rétractation introduite par les avocats de Asma Ryad. Cette nouvelle étape judiciaire intervient après plusieurs décisions contradictoires rendues dans un dossier complexe marqué par de multiples rebondissements procéduraux.**

Par Redouane Hannachi

**A**u centre de cette affaire, Asma Ryad avait été initialement condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité. Après avoir appris l'existence d'un mandat d'arrêt international émis par la justice algérienne, il avait décidé de regagner le pays afin de faire lever cette mesure et de répondre devant la justice. Toutefois, ce retour volontaire ne s'est pas déroulé comme espéré par l'intéressé et son entourage. Une fois présenté devant la juridiction compétente, il a été de nouveau jugé et condamné, cette fois à vingt années de prison ferme par le tribunal criminel de Tizi-Ouzou, lors d'une décision rendue le 5 novembre 2024.

Un pourvoi rejeté et une défense contestataire

Dans la continuité des procédures, les magistrats de la chambre criminelle de la Cour suprême avaient déjà rejeté un pourvoi en cassation introduit par le collectif de la défense. Les avocats de Asma Ryad demandaient une révision du procès ainsi qu'un allègement de la peine, qu'ils jugeaient « particulièrement sévère » au regard des faits reprochés. Les chefs d'inculpation retenus concernent notamment le trafic de drogue dure dans le cadre d'une organisation criminelle structurée. La défense estime cependant que la qualification des faits et la sévérité des sanctions ne correspondent pas aux éléments du dossier.

### LA VERSION DE L'ACCUSÉ

Résidant en France avant son arrestation, le mis en cause affirme n'avoir jamais fait l'objet de poursuites judiciaires aupara-



vant. Selon sa version, il aurait décidé de rentrer volontairement en Algérie après avoir été informé de l'émission du mandat d'arrêt international, dans l'objectif de « vider » la procédure engagée contre lui. Lors de son audition devant la juridiction de Tizi Ouzou, il a catégoriquement nié toute implication dans le trafic de drogue. Il soutient que son seul lien avec l'affaire se limite à avoir hébergé une personne dans un appartement familial situé à Oran, sans connaître ni ses activités ni sa situation judiciaire. Il a également déclaré avoir été induit en erreur quant à l'identité et au profil de cette personne, présentée selon lui par un intermédiaire qui n'a jamais été inquiété au cours de l'enquête préliminaire ou de l'instruction.

### DES TÉMOIGNAGES FAVORABLES À LA DÉFENSE

Durant les audiences, plusieurs témoins ont été entendus, dont le principal mis en cause dans le dossier, lequel a déjà purgé une peine de sept années de prison ferme. Ce dernier a affirmé qu'Asma Ryad n'avait aucun rôle dans les faits reprochés. Dans son témoignage, il a assumé l'entière responsabilité des opérations liées au trafic de drogue dure, déclarant être le principal

acteur et celui ayant entretenu des relations directes avec les individus recherchés. Il a insisté sur le fait que l'accusé ne devait pas être impliqué dans la procédure.

### UN PARCOURS JUDICIAIRE MOUVEMENTÉ

Ce dossier a connu plusieurs rebondissements judiciaires. La Cour suprême avait d'abord cassé une décision du tribunal criminel de Tizi Ouzou, initialement présidé par la défunte magistrate Djerroud Bouafia Dounia Zeid. Cette juridiction avait retenu la culpabilité du prévenu et prononcé une peine de réclusion à perpétuité, sans circonstances atténuantes. Par la suite, lors d'un second procès tenu après cassation, une nouvelle formation du tribunal criminel de Tizi Ouzou avait confirmé les charges retenues contre l'accusé. Elle avait toutefois réduit la peine à vingt ans de prison ferme, tout en lui retirant ses droits civils et civiques.

Aujourd'hui, la défense poursuit ses démarches en introduisant une demande de rétractation devant la Cour suprême. Les avocats estiment que plusieurs irrégularités entachent la procédure et demandent une réévaluation complète du dossier.

R. H.

## VOL DE VÉHICULES Le procès d'un réseau criminel renvoyé à une prochaine session

Le tribunal criminel d'Alger a décidé de renvoyer à une prochaine session le procès d'un réseau spécialisé dans le vol de véhicules, actif dans plusieurs banlieues

de la capitale, notamment à l'ouest d'Alger, dans les zones de Larbaa et Meftah. Ce report est intervenu en raison de l'absence des témoins appelés à comparaître. Le groupe, composé de sept individus, incluait également un terroriste repent. Lors de l'enquête, les services de sécurité avaient saisi un pistolet automatique en sa possession, renforçant la gravité des accusations retenues contre les mis en cause. Selon les éléments de l'enquête, les membres du réseau auraient agi sur l'autoroute Est-Ouest, notamment sur l'axe reliant Boufarik à Blida. Sous la menace d'armes, ils auraient contraint plusieurs automobilistes à abandonner leurs véhicules, qui étaient ensuite dérobés et utilisés dans le cadre de leurs activités criminelles. Les investigations menées par les services de sécurité ont permis la récupération de trois véhicules de différentes marques, confirmant une partie des faits reprochés. Les accusés, actuellement détenus à l'établissement pénitentiaire d'El

Harrach, sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment association de malfaiteurs, vol qualifié, port d'arme prohibée -en l'occurrence un pistolet automatique- ainsi que faux et usage de faux dans des documents administratifs. Dans le cadre de la procédure, la chambre d'accusation de la cour d'Alger avait confirmé l'ordonnance du juge d'instruction, renvoyant l'affaire devant la juridiction criminelle. Cette décision avait validé la poursuite des mis en cause pour les infractions graves retenues contre eux. Les prévenus avaient sollicité, par l'intermédiaire de leurs avocats, une liberté provisoire. Ces demandes ont toutefois été rejetées à la fois par le juge d'instruction et par la chambre d'accusation de la cour d'Alger, en raison de la gravité des faits et des risques liés à la procédure. Le procès sera donc réinscrit au rôle de la prochaine session criminelle, en attendant la comparution des témoins absents lors de l'audience initiale.

# INCENDIÉ PAR L'OAS DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ CENTRALE L'université d'Alger 1 commémore le 64<sup>e</sup> anniversaire

*L'université d'Alger 1 Benyoucef-Benkhedda a commémoré, dimanche, le 64<sup>e</sup> anniversaire de l'incendie de la bibliothèque universitaire de la faculté centrale, un crime culturel et scientifique perpétré, le 7 juin 1962, par l'Organisation de l'armée secrète (OAS) avec la complicité des autorités coloniales, dans le but d'occulter l'identité et la mémoire intellectuelle de l'Algérie.*

**D**ans une allocution prononcée au nom du recteur de l'université, le vice-recteur chargé des relations extérieures, Mohamed Riad Remita, a rappelé que l'incendie de la bibliothèque universitaire constitue «un crime abject ayant directement visé la mémoire scientifique et culturelle du peuple algérien», soulignant que les flammes qui ont détruit des centaines de milliers d'ouvrages et de manuscrits rares «n'ont pas réussi à éteindre la soif de savoir et de liberté du peuple algérien». Il a ajouté que cet acte criminel, commis à la veille de l'indépendance de l'Algérie, représentait «une tentative désespérée et méthodique de porter atteinte au patrimoine intellectuel et scientifique de l'Algérie», précisant que l'évocation de cet anniversaire «ne relève pas seulement du devoir de mémoire, mais participe également de l'engagement collectif des établissements universitaires à transmettre cette mémoire nationale aux générations montantes». L'orateur



a également mis en avant l'importance particulière de cette commémoration pour l'université d'Alger 1, qui porte avec fierté le nom du moudjahid et militant Benyoucef

Benkhedda, l'une des figures emblématiques du Mouvement national et de la glorieuse Révolution de libération, mettant en avant l'attachement constant de cet établissement universitaire à faire connaître les étapes phares de l'histoire de l'Algérie. De son côté, la première conservatrice de la bibliothèque après l'indépendance, la moudjahida Zoulikha Bekaddour, a indiqué que son engagement au sein de cet édifice s'inscrivait dans le prolongement de son combat militant, évoquant, dans son témoignage, les efforts déployés après l'incendie de la bibliothèque pour évaluer l'ampleur des dégâts et sauver les livres qui ont échappé aux flammes de ce crime odieux ayant entraîné la destruction de centaines de milliers d'ouvrages et de manuscrits inestimables. Par ailleurs, lors de la cérémonie de commémoration, l'accent a été mis sur le rôle de l'université et son engagement à poursuivre sa noble mission de diffusion du savoir et de promotion de la recherche scientifique.

## INTEMPÉRIES À TIARET

### Interventions de la Protection civile

Les communes de Sougueur et de Si Abdelghani, dans la wilaya de Tiaret, ont été touchées. Les services de la Protection civile sont intervenus à plusieurs reprises dimanche dans la wilaya de Tiaret à la suite des perturbations météorologiques ayant touché la région. Dans la commune de Sougueur, les équipes de secours ont procédé au pompage des eaux pluviales infiltrées dans cinq habitations individuelles à la cité Loumani Mekki, ainsi que dans deux autres logements situés au quartier Belghouini. À Si Abdelghani, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour dégager et remorquer deux véhicules restés bloqués à oued Lahnech, au niveau de la route de wilaya n°3 reliant les communes de Sougueur et Si Abdelghani. La Protection civile a précisé que ces intempéries n'ont causé aucune perte humaine.

## COLLISION ENTRE UN BUS ET UN VÉHICULE À OUM EL BOUAGHI

### Onze blessés

Un accident de la circulation survenu dans la nuit de dimanche à lundi a fait 11 blessés dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, indique un communiqué de la Protection civile, précisant que la collision s'est produite vers 02h50 sur la route nationale n°100 reliant Ouled Hamla à Télaghma. Selon la Protection civile, l'accident a impliqué un véhicule de tourisme et un bus de transport de voyageurs. Le bilan final fait état de 11 personnes blessées, âgées entre 2 et 66 ans. Les victimes ont souffert de blessures diverses ainsi que de cas de choc. Les éléments de la Protection civile sont intervenus rapidement pour porter secours aux blessés et les évacuer vers la polyclinique d'Ouled Hamla, où ils ont reçu les soins nécessaires. Pour cette intervention, les secours ont mobilisé deux camions de sauvetage et trois ambulances. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident.

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

### Lancement de campagnes de sensibilisation

Des campagnes de sensibilisation ont été lancées à travers les différentes wilayas du pays, en vue de renforcer la sécurité routière et de faciliter le déplacement des candidats vers les centres d'examen du baccalauréat dans les meilleures conditions, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Cette campagne a été menée avec la participation des différents acteurs et partenaires, en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales

et des Transports, M. Saïd Sayoud, «visant à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement des épreuves du baccalauréat et réunir les conditions appropriées à la réussite de cette importante échéance nationale», précise-t-on de même source. Dans ce cadre, la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) a lancé une campagne de sensibilisation multimédia, comprenant l'organisation de sorties sur le terrain devant les écoles, les lycées et les différents espaces éducatifs, l'animation de pro-

grammes de sensibilisation à travers les différentes stations radiophoniques nationales et locales, ainsi que la distribution de dépliants et de supports de sensibilisation, pour ancrer la culture de la sécurité routière et sensibiliser à l'importance du respect du code de la route. Cette campagne a été axée sur «l'appel lancé aux usagers de la route à faire preuve de prudence et de vigilance, notamment aux heures de pointe, à respecter la vitesse réglementaire aux abords des établissements éducatifs, à faciliter le déplacement des

candidats vers les centres d'examen, ainsi qu'à promouvoir la culture de la conduite sûre et le respect des passages pour piétons, de manière à garantir la fluidité de la circulation et à assurer les conditions appropriées aux candidats», ajoute le communiqué.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une approche préventive globale visant à assurer un climat sûr et stable aux candidats et à leur permettre de passer leurs examens dans les meilleures conditions», conclut le communiqué.

## INTERVENTION CHIRURGICALE DE HAUTE PRÉCISION À ORAN

### Une patiente retrouve l'espoir

Une nouvelle prouesse pour la médecine algérienne vient d'être enregistrée à l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) 1er Novembre 1954 d'Oran. L'équipe médicale du service de chirurgie orthopédique et traumatologique a réussi avec brio une intervention chirurgicale de haute technicité, consistant en un remplacement complet de l'os du fémur par une méga-prothèse. Il s'agit de la deuxième opération de ce type réalisée à l'échelle nationale. Cette intervention chirurgicale de pointe représente un immense espoir pour la prise en charge des pathologies tumorales osseuses complexes en Algérie. La bénéficiaire de cette prouesse est une jeune femme de 21 ans, suivie depuis son adolescence pour une pathologie



lourde. À l'âge de 15 ans, après avoir suivi des séances de chimiothérapie néoadjuvante (un traitement médical administré avant la chirurgie pour réduire la taille d'une tumeur), les médecins lui avaient diagnostiqué un sarcome d'Ewing (un cancer osseux agressif qui

touche principalement les enfants et les jeunes adultes) localisé sur la partie inférieure de son fémur droit. À l'époque, elle avait subi une résection tumorale largement associée à une reconstruction de l'articulation du genou droit à l'aide d'une méga-prothèse. Avec les

années et le développement physique naturel de la patiente, des complications mécaniques sont apparues, les examens révélant à la fois un descellement au niveau de la fixation fémorale de la prothèse d'origine ainsi qu'une rupture mécanique au niveau de la jonction entre la tige fémorale et le reste des composants de l'appareil. Face à la complexité extrême de la situation, l'équipe médicale de l'EHU d'Oran a opté pour une stratégie chirurgicale de reconstruction massive : le remplacement intégral de l'os fémoral par une prothèse fémorale totale de grande taille. Ce succès thérapeutique confirme une nouvelle fois le niveau de compétence des chirurgiens de l'EHU d'Oran et l'évolution qualitative de la prise en charge des cancers de l'os en Algérie.

## IRAN-ENTITÉ SIONISTE

## Nouvelle phase d'escalade militaire

*Le Moyen-Orient se retrouve à nouveau au cœur d'un cycle d'escalade où chaque frappe entraîne une riposte, alimentant une spirale de violence difficile à contenir.*

La confrontation entre l'Iran et l'entité sioniste entre dans une phase d'intensification marquée par une succession de frappes, de ripostes militaires et de menaces croisées, faisant craindre un embrasement régional aux conséquences imprévisibles. Malgré les appels internationaux à la retenue, les opérations militaires se poursuivent sur plusieurs fronts, impliquant également le Liban, le Yémen et des infrastructures sensibles en territoire iranien.

Les «Opérations de l'état-major interarmées» iraniennes ont annoncé la suspension des opérations des forces armées, tout en avertissant que toute poursuite des attaques sionistes, y compris dans le sud du Liban et dans la banlieue sud de Beyrouth, serait suivie de «mesures plus sévères et plus destructrices». Téhéran affirme avoir répondu par une riposte douloureuse aux récentes frappes sionistes, estimant que celles-ci constituent une escalade directe soutenue par les États-Unis et visant à affaiblir ses positions régionales.

Dans ce contexte, les médias officiels iraniens, dont l'agence Fars, ont rapporté des dommages importants sur des infrastructures stratégiques. Une usine pétrochimique située dans le sud-ouest de l'Iran, à proximité du port de Mahshahr, aurait été touchée par un projectile attribué à l'entité sioniste. Selon les autorités locales, certaines installations industrielles auraient été endommagées, sans qu'un bilan précis



des pertes humaines ou matérielles ne soit immédiatement communiqué. Ces attaques contre des sites économiques sensibles illustrent une extension du conflit au-delà des seules cibles militaires.

En parallèle, l'armée sioniste affirme avoir intercepté plusieurs vagues de missiles lancés depuis l'Iran. Des alertes ont été déclenchées dans différentes régions du pays, accompagnées d'explosions liées à l'activation des systèmes de défense aérienne. Selon les autorités sionistes, la majorité des projectiles auraient été neutralisés, bien qu'une troisième salve ait été détectée, confirmant la persistance de la

menace. L'entité sioniste poursuit de son côté ses frappes aériennes contre des «objectifs militaires» situés en Iran, notamment dans les régions occidentales et centrales du pays.

## EXTENSION RÉGIONALE DU CONFLIT

L'extension géographique du conflit est également illustrée par l'interception par l'entité sioniste d'un missile tiré depuis le Yémen, soulignant l'implication croissante d'acteurs régionaux dans la dynamique d'affrontement. Cette multiplication des fronts accentue les risques d'un conflit élar-

gi impliquant plusieurs États et groupes armés alliés ou soutiens des deux camps.

Sur le plan diplomatique, les efforts de désescalade se heurtent à la poursuite des hostilités. Le président américain Donald Trump a renouvelé ses appels à un cessez-le-feu immédiat entre l'entité sioniste et l'Iran, affirmant que la situation actuelle compromet la stabilité régionale et les négociations en cours. Tout en maintenant son objectif d'un accord entre Washington et Téhéran, il a souligné que les récents échanges de frappes ne devaient pas interrompre le processus diplomatique, qu'il juge encore possible. Cependant, les déclarations américaines révèlent également des divergences et des tensions dans la gestion du dossier, notamment avec l'entité sioniste, alors que des options militaires restent évoquées en cas d'échec des négociations. Dans ce climat incertain, les perspectives d'apaisement semblent fragiles face à la poursuite des opérations militaires et à la logique de représailles.

Ainsi, la région du Moyen-Orient se retrouve à nouveau au cœur d'un cycle d'escalade où chaque frappe entraîne une riposte, alimentant une spirale de violence difficile à contenir. Entre enjeux militaires, rivalités régionales et efforts diplomatiques fragiles, la situation demeure hautement volatile, avec un risque permanent d'élargissement du conflit à une échelle encore plus large.

R.I/agences

## CRIS HUMANITAIRE AU YÉMEN

## L'OMS et l'UNICEF mobilisés

Le gouvernement yéménite intensifie ses échanges avec les agences des Nations unies et les organisations internationales afin de renforcer la coordination dans les domaines du développement, de la santé et de la réponse humanitaire. Cette dynamique s'inscrit dans une volonté d'améliorer l'efficacité des programmes internationaux et de les aligner davantage sur les priorités nationales, notamment les plans de relèvement économique et l'amélioration des services publics.

Dans ce cadre, la ministre de la Planification et de la Coopération internationale, Afrah Al-Zouba, a tenu une rencontre à Aden avec le coordonnateur résident des Nations unies et coordonnateur humanitaire par intérim au Yémen, Laurent Bukera. Les discussions ont porté sur les mécanismes de renforcement de la

coordination entre le gouvernement et le système onusien, afin d'orienter les interventions internationales vers les priorités les plus urgentes du pays.

Les deux parties ont également examiné l'élaboration du nouveau cadre de coopération des Nations unies, ainsi que la révision des programmes des agences internationales opérant au Yémen. L'objectif affiché est d'améliorer leur impact et de garantir des résultats plus durables pour les populations, tout en veillant à ce que ce futur cadre soit fondé sur le programme gouvernemental et les plans nationaux de développement.

La ministre a insisté sur la nécessité de renforcer le rôle des institutions publiques dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets de développement et humanitaires. Elle a éga-

lement appelé à améliorer les mécanismes d'échange de données et d'informations entre les différentes parties prenantes, afin de consolider la coordination et la prise de décision. Par ailleurs, les autorités yéménites ont présenté les grandes lignes d'un plan de développement à moyen terme couvrant trois ans. Ce plan vise à définir les priorités nationales en matière de développement et de relance économique, tout en assurant une meilleure adéquation entre les financements internationaux et les besoins réels du pays.

Le gouvernement a renouvelé son appel à la mise en place d'un système national d'alerte précoce face aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique, dont les impacts deviennent de plus en plus préoccupants sur les populations et l'économie.

De son côté, les Nations unies

ont réaffirmé leur engagement à soutenir les efforts du Yémen dans les domaines du développement, de la reconstruction et de l'aide humanitaire, en soulignant l'importance d'une coordination renforcée pour améliorer la réponse aux besoins des citoyens et contribuer à la stabilité du pays. Les deux parties ont convenu d'organiser prochainement une réunion élargie entre les agences onusiennes et les institutions gouvernementales afin de définir les priorités de coopération future et de suivre la mise en œuvre du cadre de développement durable.

## LES NATIONS UNIES ÉVALUENT LES BESOINS À TAËZ

Une délégation du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), conduite par son vice-

représentant Mustafa Al-Kenzi, a visité plusieurs établissements de santé dans le gouvernorat de Taëz, dont l'hôpital yéménite-suédois de maternité et d'enfance et l'hôpital Al-Muzaffar, afin d'évaluer les besoins du secteur sanitaire.

La mission a permis de s'informer sur le fonctionnement des services spécialisés, notamment les unités néonatales et les blocs opératoires, ainsi que sur les difficultés rencontrées par les structures médicales.

Les autorités sanitaires locales ont salué le soutien de l'UNFPA dans les domaines de la santé reproductive et maternelle, appelant à renforcer ce partenariat. De son côté, le responsable onusien a confirmé la poursuite de l'appui aux programmes de santé et la nécessité de renforcer les capacités des établissements médicaux.

## NÉGOCIATIONS DE CESSEZ-LE-FEU À GHAZA

## La question du désarmement au premier plan

Des sources issues de plusieurs factions palestiniennes réunies au Caire ont indiqué que la question de la «limitation des armes» à Gaza figure désormais parmi les principales dispositions de la proposition présentée par les médiateurs concernant le cessez-le-feu fragile annoncé en octobre dernier dans la bande de Gaza, un accord régulièrement violé par l'entité sioniste, qui aurait causé la mort de plus de 950 Palestiniens depuis cette date.

Les mêmes sources précisent que les négociations indirectes entre l'entité sioniste, d'un côté, et le Hamas ainsi que les autres factions palestiniennes, de l'autre, sont dans une situation de blocage. La partie palestinienne insiste sur la mise en œuvre des engagements de la première phase de l'accord, notamment le retrait des forces sionistes des zones occupées et l'acheminement de l'aide humanitaire et des marchandises vers le territoire.

De son côté, l'entité sioniste maintient sa position en exigeant le désarmement des factions armées, qu'elle considère comme un élément central de la deuxième phase de l'accord. Selon quatre sources, dont deux proches du Hamas, le document transmis par les médiateurs — l'Égypte, le Qatar et la Turquie — place désormais la question des armes en première position, contrairement aux précédentes propositions. Ce point porterait sur un mécanisme de «limitation

des armes», associé à d'autres volets humanitaires, sécuritaires et politiques.

Les mêmes sources indiquent que les représentants des huit factions palestiniennes présentes aux discussions, en l'absence du Fatah depuis le début des négociations, ont examiné la proposition soumise et ont convenu de poursuivre les consultations internes afin de parvenir à une position commune qui sera présentée lors d'une prochaine réunion.

## ● CONGO-CHILI

**LE MATCH DÉLOCALISÉ À ORLÉANS**

Initialement prévue en Espagne le 9 juin, la rencontre amicale entre la République démocratique du Congo et le Chili a finalement été délocalisée à Orléans.

Les autorités de La Línea de la Concepción ont en effet refusé d'accueillir la rencontre, invoquant la situation sanitaire liée à l'épidémie d'Ebola en RDC et le principe de précaution. Face à cette décision, les organisateurs ont dû trouver en urgence un nouveau terrain. Le match se jouera donc au stade de la Source à Orléans, mais à huis clos, sans présence de public.

Pour rappel, la RDC a également dû observer un délai de 21 jours hors de son territoire avant de pouvoir reprendre ses activités internationales dans le cadre des préparations au Mondial.

## ● BRÉSIL

**WSELEY FORFAIT POUR LE MONDIAL**

Vainqueur de l'Égypte samedi dernier, le Brésil a perdu sur blessure son latéral droit Wesley, touché à la cuisse gauche. Les examens



réalisés dans la foulée ont montré que le défenseur de la Roma souffrait d'une lésion musculaire et qu'il ne pourra pas prendre part au Mondial qui démarrera la semaine prochaine. Une vraie mauvaise nouvelle pour Carlo Ancelotti, qui devait a priori faire de Wesley son latéral titulaire. Le technicien italien a déjà tranché : il a choisi d'emmener à la place Ederson, le milieu de terrain de l'Atalanta.

## ● AMICAL

**LA NORVÈGE ET LE MAROC DOS À DOS**

Le Maroc et la Norvège se sont quittés sur un match nul (1-1) avant-hier au Sports Illustrated Stadium, dans une rencontre marquée par la présence de plusieurs stars, dont Haaland et Ødegaard côté norvégien, ainsi qu'Hakimi et Brahim Diaz pour les Lions de l'Atlas.

Le milieu offensif marocain a rapidement ouvert le score (1-0, 5e), lançant parfaitement son équipe. Dominateurs dans le jeu et globalement supérieurs, les Marocains ont toutefois manqué de réalisme pour faire le break.

En fin de match, la Norvège a fini par revenir grâce à une action décisive d'Oscar Bobb, qui a servi Ødegaard pour l'égalisation (1-1, 75e), offrant aux Scandinaves un nul inespéré après une longue période de domination adverse.

## ● F1

**ANTONELLI TRIOMPHE À MONACO**

Kimi Antonelli (Mercedes) a remporté le Grand Prix de Monaco, signant une cinquième victoire consécutive et consolidant sa place de leader au championnat du monde.

Parti en pole position, le jeune Italien de 19 ans a dominé les 78 tours de course. Il devance Lewis Hamilton (Ferrari) et Isack Hadjar (Red



Bull). Oscar Piastri (McLaren) termine quatrième, devant Liam Lawson et Arvid Lindblad (Racing Bulls). Initialement troisième, Pierre Gasly (Alpine) recule à la 7e place après deux pénalités. Charles Leclerc a abandonné dans les derniers tours à la suite d'un problème de freins.

## ● ROLAND-GARROS

**ZVEREV ENFIN SACRÉ EN GRAND CHELEM**

Au terme d'un match à suspense, Alexander Zverev a remporté à Roland-Garros son premier titre du Grand Chelem, en s'imposant en cinq sets face à l'Italien Flavio Cobolli (6-1, 4-6, 6-4, 6-7, 6-1). Troisième mondial, l'Allemand décroche enfin le titre majeur qui lui échappait après plusieurs finales perdues. Malgré une fin de match

tendue et un quatrième set manqué au tie-break, il a su faire la différence dans la manche décisive. Ému, Zverev a salué son parcours et son équipe, rappelant les échecs passés qui rendaient ce sacre encore plus symbolique : « Personne ne pourra me l'enlever ». Avec ce succès, il rejoint enfin le cercle des vainqueurs en Grand Chelem, au terme d'une finale disputée mais globalement maîtrisée dans les moments clés.



## MONDIAL 2026

**L'Iran interdit de séjour**

**Les joueurs ne pourront entrer aux États-Unis que le jour de leurs matchs avant d'en repartir immédiatement, une situation exceptionnelle qui complique fortement leur préparation et leur organisation.**

L'équipe iranienne de football fait face à une contrainte administrative inédite dans l'histoire de la Coupe du monde. Pour le Mondial 2026, organisé conjointement par les États-Unis, le Mexique et le Canada, les joueurs iraniens ne pourront pas séjourner sur le territoire américain et devront y entrer uniquement le jour de leurs matchs, avant de repartir immédiatement après chaque rencontre.

L'ambassadeur d'Iran au Mexique, Abolfazl Pasandideh, a confirmé samedi ces conditions de visa particulièrement strictes imposées à son équipe nationale par les autorités américaines. Selon ses déclarations à la presse : « Nous pouvons entrer dans la matinée et nous devons repartir le jour même. »

Ces restrictions font suite à des semaines d'incertitude concernant l'obtention des visas. Jusqu'au 4 juin, les joueurs iraniens n'avaient encore reçu aucune autorisation d'entrée aux États-Unis, où ils doivent disputer leurs trois matchs de groupe à partir du 15 juin. L'équipe a finalement obtenu ses visas le samedi 5 juin, mais assortis de limitations sévères.

**TIJUANA, CAMP DE BASE FRONTALIER**

Pour contourner ces contraintes administratives, la sélection iranienne a installé son camp de base à Tijuana, ville frontalière située au nord du Mexique, à proximité immédiate des États-Unis. Cette décision, validée par la Fédération iranienne de football, devrait faciliter les allers-retours quotidiens vers le territoire américain.

Initialement, l'équipe devait s'installer à Tucson, en Arizona, durant le tournoi prévu du 11 juin au 19 juillet, mais elle a dû y renoncer après ne pas avoir obtenu l'autorisation nécessaire de la FIFA.

La situation se complique encore avec le refus des États-Unis de délivrer des visas à plusieurs membres du staff iranien, dont le président de la Fédération iranienne de football. Seuls les joueurs ont obtenu leurs visas, mais ceux-ci ne seront valables que les jours de match.

Cette décision américaine avait été anticipée dès avril, lorsque le chef de la diplo-



matie américaine avait averti que tous les membres de la sélection iranienne ne pourraient pas obtenir de visa.

**LA FIFA DÉBOUTÉE**

Gianni Infantino, président de la FIFA, avait assuré le 25 mai que « tous les joueurs recevraient un visa » et qu'« il n'y avait aucune raison pour que les joueurs ne reçoivent pas de visa ». Toutefois, les restrictions imposées montrent que l'engagement de la Fédération internationale n'a pas permis de contourner les politiques migratoires américaines.

L'équipe iranienne, qui devait initialement s'installer en Arizona, a saisi la FIFA face à ces difficultés administratives.

Cette situation exceptionnelle impose à la sélection iranienne un défi logistique considérable. Avec trois matchs de poule à disputer aux États-Unis, les joueurs devront effectuer de fréquents déplacements transfrontaliers depuis le Mexique, dans un contexte de tensions persistantes entre Washington et Téhéran.

La sécurité a été renforcée à Tijuana en prévision de l'arrivée de l'équipe, dans ce contexte de regain des tensions diplomatiques.

La participation de l'Iran au Mondial 2026 reste entourée d'interrogations depuis le début du conflit au Moyen-Orient. Ces restrictions de visa s'inscrivent dans une dynamique plus large de tensions entre les deux pays, qui affectent désormais jusqu'à la compétition sportive internationale.

L'équipe iranienne est arrivée hier à Tijuana avant son entrée en lice au Mondial 2026. Tous les regards se porteront sur

cette sélection, qui devra composer avec des contraintes administratives inédites tout en poursuivant ses ambitions sportives dans un tournoi réunissant 48 équipes.

## ● SERIE A

**SØRLOTH PROCHE DE LA JUVENTUS**

Alexander Sørloth se rapproche de la Juventus. Selon plusieurs médias, l'attaquant norvégien de l'Atlético Madrid aurait déjà trouvé un accord avec le club turinois pour un contrat de quatre ans.

La Juve doit désormais s'entendre avec l'Atlético, qui réclame plus que les 30 millions d'euros proposés. Auteur de 20 buts cette saison, Sørloth est sans priorité pour renforcer l'attaque bianconera, notamment avec le départ annoncé de Dusan Vlahovic.



## ● EURO U17

**L'ITALIE CHAMPIONNE**

La Nazionale n'ira pas au Mondial, mais elle pourra au moins se consoler avec ses bambins. Pour la deuxième fois en trois ans, sa sélection U17 a remporté l'Euro. Avant-hier soir, c'est au bout du suspense que les jeunes Italiens y sont parvenus, au bout d'une asphyxiante séance de tirs au but. Avant cela, le score est resté vierge pendant 85 minutes, puis la Belgique a ouvert le score grâce à Noa Cobiella, milieu de terrain d'Anderlecht. Les Diables rouges ont sans doute cru avoir fait le plus dur ici, mais les Italiens sont revenus à hauteur dans le temps additionnel grâce à un penalty transformé par Marcello Fugazzola. Direction les tirs au but, où Cobiella et Tinus Moorhamer ont raté côté belge, laissant Diego Perillo offrir le trophée à son pays.

**MONDIAL  
2026**

## ALGÉRIE - ARGENTINE

# Belghali croit à l'exploit des Verts

*Le défenseur de l'Hellas Vérone estime que les Verts ont les moyens de rivaliser avec le champion du monde en titre, portés par une préparation jugée positive et une dynamique encourageante.*

À quelques jours de l'entrée en lice de l'Algérie à la Coupe du Monde 2026, Rafik Belghali a envoyé un message fort à ses futurs adversaires. Le défenseur des Verts s'est montré particulièrement confiant quant aux capacités de la sélection nationale à rivaliser avec les meilleures nations de la planète, y compris l'Argentine, championne du monde en titre.

Présent en zone mixte avant-hier au Centre technique national de Sidi Moussa, à la veille du départ de la délégation algérienne vers Kansas City, le joueur de l'Hellas Vérone a d'abord insisté sur la qualité de la préparation effectuée par le groupe sous la houlette de Vladimir Petkovic.

« Nous avons bien travaillé durant ces deux dernières semaines. L'ambiance est excellente au sein du groupe, tout le monde est concentré et nous nous entraînons avec beaucoup d'intensité », a-t-il déclaré.

Revigorés par leur succès de prestige face aux Pays-Bas lors du dernier match amical, les Fennecs abordent le rendez-vous mondial avec un moral au beau fixe. Pour Belghali, cette victoire constitue un



signal positif, même si l'équipe doit encore peaufiner certains détails avant le début de la compétition.

« Les Pays-Bas restent une grande nation du football. Cette victoire nous donne de la confiance, mais nous devons continuer à travailler et corriger quelques insuffisances avant notre premier match », a-t-il souligné.

Interrogé sur l'affiche très attendue face à l'Argentine, premier

adversaire des Verts dans ce Mondial, Belghali n'a affiché aucun complexe. Bien au contraire, le défenseur algérien estime que son équipe possède les arguments nécessaires pour créer l'exploit.

« C'est une équipe comme une autre. Nous allons préparer ce match avec le plus grand sérieux et tout faire pour gagner. Ce n'est pas parce que c'est l'Argentine que nous devons avoir peur. Nous avons

toutes les capacités pour remporter cette rencontre », a-t-il affirmé avec détermination.

Un discours ambitieux qui reflète l'état d'esprit du groupe algérien, déterminé à réaliser un parcours historique aux États-Unis. Le joueur de 24 ans a également adressé un message aux supporters algériens.

« Nous allons tout donner pour notre pays, pour nos familles et pour rendre fière toute l'Algérie. Chacun travaille sérieusement et, inshallah, nous serons prêts à 100 % ».

Enfin, Belghali a tenu à saluer l'importance de Riyad Mahrez au sein de l'effectif national. Selon lui, le capitaine demeure l'un des piliers du groupe grâce à son expérience et son leadership.

« Riyad est un cadre essentiel de notre équipe. Son rôle est très important pour nous », a conclu le défenseur des Verts.

À l'approche du coup d'envoi du Mondial 2026, les déclarations de Rafik Belghali traduisent l'ambition et la confiance qui animent la sélection algérienne. Reste désormais à confirmer cette détermination sur le terrain, à commencer par le très attendu duel face à l'Argentine.

MERCATO

### Le Barça garde un œil attentif sur Maza

Le nom d'Ibrahim Maza continue d'alimenter les rumeurs du mercato européen. Déjà suivi par le FC Barcelone ces derniers mois, le jeune international algérien reste dans le viseur des dirigeants catalans. Selon Mundo Deportivo, les Blaugrana poursuivent leur surveillance du milieu offensif et observent de près sa progression en Bundesliga. À 20 ans, Maza confirme son statut de grand espoir grâce à des performances régulières avec le Bayer Leverkusen. Lors de la saison écoulée, il a inscrit trois buts et délivré quatre passes décisives en 28 matchs de championnat. Plusieurs grands clubs européens, dont le PSG, Manchester City, Chelsea et la Juventus, suivent également son évolution. Sous contrat jusqu'en 2030, sa valeur est estimée à environ 45 millions d'euros.

SAISON  
2026/2027

### La FAF lance l'audit des stades

La Fédération algérienne de football (FAF) lancera, à partir du 23 juin, une opération nationale d'inspection des stades dans le cadre des préparatifs de la saison 2026-2027. Décidée lors de la dernière réunion du Bureau fédéral, cette campagne sera menée par les différentes ligues, tandis qu'une commission nationale centralisera les rapports et établira un bilan général. L'objectif est de vérifier l'état et la conformité des infrastructures appelées à accueillir les compétitions nationales. Pour rappel, le championnat de Ligue 1 Mobilis débutera le 20 août prochain. Le MC Alger abordera cette nouvelle saison en tant que champion en titre après avoir décroché un troisième sacre consécutif.

JS KABYLIE

## Yazid Mansouri proche du poste de directeur sportif

La JS Kabylie s'apprête à renforcer son organigramme avec l'arrivée probable de Yazid Mansouri au poste de directeur sportif. Selon plusieurs sources concordantes, les discussions entre les deux parties sont très avancées et pourraient déboucher sur un accord dans les prochains jours.

Libre de tout engagement depuis son départ de Espérance Sportive de Tunis, officialisé cette semaine, l'an-

ancien international algérien de 47 ans serait séduit par le projet porté par le club kabyle. Cette arrivée s'inscrirait dans la volonté de la direction de la JSK de moderniser sa structure sportive et administrative en prévision des prochaines échéances.

Fort de 67 sélections avec l'Algérie, Mansouri dispose d'une solide expérience dans le football national et international. Au sein de la Fédération algérienne de football, il a

notamment occupé les fonctions de coordinateur sportif, membre du conseil fédéral et entraîneur adjoint de la sélection nationale.

Ces dernières années, il a enrichi son parcours à travers plusieurs expériences dans des clubs européens réputés, notamment Olympiacos, Leeds United, Nottingham Forest, Monza et Stade Rennais, où il a exercé des missions liées au recrutement et au scouting.

S'il est officiellement nommé, Mansouri vivra sa deuxième expérience consécutive en tant que directeur sportif après son passage à l'Espérance de Tunis. Son arrivée constituerait un signal fort de la part de la JS Kabylie, qui ambitionne de retrouver durablement les premiers rôles sur la scène nationale et continentale grâce à une organisation plus structurée et expérimentée.

LIGUE DE DIAMANT 2026

## Slimane Moula monte sur le podium à Stockholm

Le demi-fondiste algérien Slimane Moula a pris la troisième place du 800 mètres lors du meeting de Stockholm, disputé en Suède dans le cadre de la 5e étape de la Ligue de Diamant 2026 d'athlétisme. Il a signé un chrono de 1 min 43 sec 41. La course a été remportée par l'Américain Cooper Lutkenhaus en 1 min 42 sec 70, devant le Canadien Marco Arop, deuxième en 1 min 43 sec 11. Le Britannique Ben Pattison complète le podium avec un temps de 1 min 43 sec 70.

Cette épreuve a été

marquée par l'absence de plusieurs figures majeures de la discipline, notamment le Kényan Emmanuel Wanyonyi et l'Algérien Djamel Sedjati, médaillés lors des Jeux olympiques de Paris 2024. Le circuit 2026 de la Ligue de Diamant comprend quinze étapes. Après les deux premières manches disputées en Chine (Xiamen et Shanghai), puis Rabat et Rome, Stockholm constituait la cinquième étape. Le circuit se poursuivra à Oslo le 10 juin, Doha le 19 juin, Paris le 28 juin, Eugene le 4 juillet, Monaco le 10 juillet,



Londres le 18 juillet, Lausanne le 21 août, en Pologne le 23 août, Zurich

le 27 août, avant les finales prévues les 4 et 5 septembre à Bruxelles.

JEUX MÉDITERRANÉENS  
2026

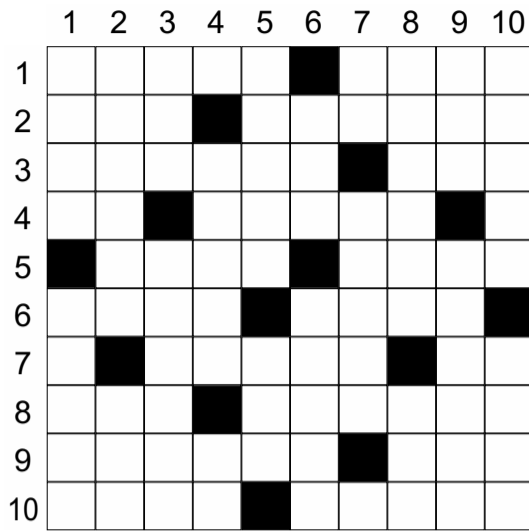
### Narimane Amara valide son billet pour le 400 m

L'Algérienne Narimane Amara s'est qualifiée pour le 400 mètres des prochains Jeux Méditerranéens, prévus cet été en Italie, en réalisant les minima nécessaires lors du meeting de Strasbourg, disputé samedi passé, dans le Nord-Est de la France, avec un chrono de 53:89. Amara a devancé ses adversaires, Bylitis Fotsing (55:23) et Léa Sellier (55:54), décrochant au passage un deuxième billet pour les JM de Tarente, après le 800 mètres.

La fin mai dernier, en Belgique, la protégée du coach Abderrahmane Khezour s'était déjà qualifiée, en effet, pour le 800 mètres des JM-2026, en réalisant les minima nécessaires, avec un chrono de 2:00.36.

Pour rappel, cette édition 2026 des Jeux Méditerranéens se déroulera du 21 août au 3 septembre à Tarente, en Italie.

## Mots Croisés



### HORIZONTALEMENT

- 1- Prophète - Se délivre à la mairie.
- 2- Belle-fille - Attaque militaire. 3- Qui n'a pas de dents - Mer en anglais.
- 4- Article - Montagne de l'Afrique du nord. 5- Celle de musique - Un accomplissement de désir selon Freud. 6- Volcan de la Sicile - Surface. 7- Fruit sauvage - Issu. 8- Petit brin de matières textiles - Cacheras la vérité. 9- Ancienne ville de Mésopotamie - Avant les autres.
- 10- Tenter (inversé) - Un revenu considérable.

### VERTICALEMENT

- 1- Fils d'Adam - Pas du tout paradisiaque-
- 2- Brûlant - Genre de poisson. 3- Plante médicinale - Ils couvrent les bous de doigts. 4- Ville et port du Brésil - Squelette (inversé). 5- Tresse de paille - Années. 6- L'eau de mer en contient énormément - Il conduit les ânes. 7- Premier dans son genre - Sec. 8- Briser - Cours mais en langage anglais.
- 9- Assassine - Arrivant. 10- Etend - Crochet.

# 4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Tautologie	Rembourrage
Tautologie	Rambourrage
Tautologie	Rembourage
Totologie	Rembourrage
Somnulence	Gigantesque
Somnolence	Gigontesque
Saumnolence	Giganttesque
Somnolensse	Gigantésque

## Les mots fléchés

ESPRIT ABSENT	ANIMAL MINISCULE GRANDE PLANTE	FRIANDISES DO	DÉTERMINA LE POIDS ELLES PRÉCÉDENT LES AUTRES	LONGS PONTS	FROMAGE À PÂTE MOLLE	ÔTE L'EAU
PÉRILLEUSE				ÉMÉCHÉ AGIR ÉNERGIQUEMENT		
ARBUSTE DÉCORATIF SIÈGE LONGS ET ÉTROIT		DÉTOURS LIQUIDE VÉGÉTAL			EN BOURGOGNE PRÉPARATION SOMMAIRE	
BOISSONS À BASE D'ORGE COUPS SUR LA JOUE				ASSASSINÉ REFUS ANGLAIS		AIMA À LA FOLIE
CHEVILLES DE GOLF FÉCOND		ROULÉ EN SPIRALE FAIRE DES LOIS				
ROYAUME DES BULLES	PASSERA PAR-DESSUS SON CONTENANT	ÉLÉMENT DE NÉGATION METS DE VEAU DIVIN	FUTURE GRE-NOUILLE EN MATINÉE	PAYS DU YÉTI	FLEUVE D'ITALIE	MOUTARDE DE FRANCE
	RENOUVEAU FIXER AU MUR				PAS TRISTE BIEN MAL DIT	
MÈCHE FOLLE EXAGÉRÉ		IMPRÉGNÉ DE MÊME				APPORTERA À DOMICILE
QUELQU'UN MARQUERA L'EMPLACEMENT DE	CANINE OU MOLAIRE		ÉPOQUE NARINE DE CHEVAL	PETIT HOMME VIRILS	LUNETTE OPTIQUE BONNES BALLES AU TENNIS	
LADY... MONNAIE À MEXICO	LIVREURS DE NOUVELLES OBTIENNENT	ACCOMPLIE IL PROTÈGE LE DOIGT		ONCLE D'AMÉRIQUE	CURRICULUM VITAE TOUR D'ITALIE	DIRECTION
RESTITUE IL SERT À ENFONCER LE CLOU		D'UN GOÛT DÉSAGRÉ-ABLE			VOIE RAPIDE	
				CANAPÉS		

## BIFFE-TOUT

EN 5 LETTRES :  
Planète du système solaire

ALLEMAND	FRAISE	Océanie
ALUNISSAGE	GANACHE	PANURE
APOLOGIE	GARGOUILLE	PIED
ARGOT	HIBOU	PONTAGE
BASSISTE	HINDOUIISME	QUARTZ
BOUILLON	HUIT	RADIOLOGIE
CACAHUÈTE	JOINTIF	RECRUTEUR
CHANT	LACONIE	SALIVE
COLÉOPTILE	LIESSE	SCIURE
COMMERCE	LIÈVRE	SEPTENNAT
CREUSE	LUSTRE	SÉROLOGIE
DIAPHRAGME	MÉGARDE	SUTURER
ECREVISSE	MERCI	TARGETTE
ENFOURCHER	MESURE	TEMPORELLE
FACTURATION	MICROBILLE	TUBULEUSE
FANFARON	MORTADELLE	URANIUM
FERRAILLE	NATURELLE	WAPITI
FONDS	NAVIRE	

T	C	O	L	E	O	P	T	I	L	E	D	N	A	M	E	L	L	A	M
U	G	A	R	G	O	U	I	L	L	E	M	E	G	A	R	D	E	I	O
B	S	P	O	N	T	A	G	E	E	I	N	O	C	A	L	E	C	H	R
U	U	M	F	A	C	T	U	R	A	T	I	O	N	P	C	R	E	I	T
L	T	E	E	I	G	O	L	O	I	D	A	R	A	R	O	R	F	N	A
E	U	S	E	I	G	O	L	O	P	A	V	N	E	B	T	I	C	D	D
U	R	U	B	A	S	S	I	S	T	E	U	N	I	S	T	H	P	O	E
S	E	R	O	C	E	A	N	I	E	R	M	L	U	N	A	I	M	U	L
E	R	E	E	S	I	A	R	F	E	O	L	L	I	N	E	B	E	I	L
E	C	R	E	V	I	S	S	E	C	E	N	O	T	D	E	O	R	S	E
E	G	A	S	S	I	N	U	L	A	R	J	O	W	F	H	U	C	M	E
R	E	E	T	O	G	R	A	S	S	N	E	M	R	A	O	U	I	E	L
U	R	S	Z	T	R	A	U	Q	A	C	A	H	U	A	P	N	I	N	L
E	V	S	G	A	N	A	C	H	E	L	I	V	C	I	F	I	D	T	I
T	E	E	N	O	L	L	I	U	O	B	I	U	I	R	N	N	T	S	A
U	I	I	C	A	C	A	H	U	E	T	E	V	R	R	U	A	A	I	R
R	L	L	U	E	T	T	E	G	R	A	T	S	E	E	E	O	R	F	R
C	E	L	L	E	R	O	P	M	E	T	E	S	U	E	R	C	F	U	E
E	D	I	A	P	H	R	A	G	M	E	L	L	E	R	U	T	A	N	F
R	S	E	R	O	L	O	G	I	E	T	A	N	N	E	T	P	E	S	E

### SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

<b>MOTS FLÉCHÉS</b>
<b>HORIZONTALEMENT</b>
RIVALITE - DIOR - LOCATAIRE - ME - STUC - URNE - ABC - TETEM - NOIRE - OPERA - ACES - IL - L - DISCO - LACE - DURERA - LAOS - U - RE - ENVOL - PAR - ZINC - CAMBRES - ECART - BANC - R - FLORAISONS - THE - N - LO - PICSOU - RETRANCHER - US - DRUS - RI - UV - S - PIES - CELA - LOI - TE - DEPENSANT - ASSOULISSANTE.
<b>VERTICALEMENT</b>
KILT - PLURIEL - EDITS - VOUTE - RENCONTREES - RACCORDE - CAR - RUS - O - LA - TAIRE - RALAS - DU - SITUE - SANCTION - CEP - TARMAC - VA - S - CREPI - REIN - COLOMBO - PHILE - RENE - ALBANIE - ANS - ODE - OSLO - RN - CRU - SA - I - AI - ASPECTS - VLAN - LOMBRIC - AS - HOU - ONT - RECEPTEUR - REUSSITE.
<b>MOTS CROISÉS</b>
<b>HORIZONTALEMENT</b>
1- BATNA - INNE 2- IRE - VILAIN 3- ETRIER - GEL 4- NE - VRAIE - I 5- RARE - BUEE 6- SEME - VERT 7- C - ESTER - UN 8- ION - ETENDU 9- ETALAI - OIE 10- RAIE - RAMEE
<b>VERTICALEMENT</b>
1- BIEN - SCIER 2- ARTERE - OTA 3- TER - AMENAI 4- N - IVRES - LE 5- AVERE - TEA 6- IRA - VETIR 7- IL - IBERE - A 8- NAGEUR - NOM 9- NIE - ETUDIE 10- ENLIE - NUÉE.

**4x4** Collatéral - Démangeaison  
Ferrerrie - Lacédémonien

**BIFFE-TOUT : SANTÉ**



Page réalisée  
par Souiki Sidali



## 10/10 TRUMP QUITTE UNE INTERVIEW

Lors d'une entrevue accordée à la chaîne NBC News, le président américain Donald Trump a brusquement mis fin à la discussion après un échange tendu avec la journaliste Kristen Welker. La tension est montée lorsque celle-ci l'a interrogé sur ses affirmations concernant des fraudes électorales en Californie. Trump a soutenu, sans apporter de preuves, que des irrégularités étaient en cours lors du dépouillement des votes, tandis que la journaliste lui a rappelé qu'aucun élément ne confirmait ces accusations. Agacé par cette contradiction, Trump l'a qualifiée de «corrompue et débile», avant d'accuser NBC d'être un média biaisé et de quitter prématurément l'entretien. Cet épisode s'inscrit dans une longue série de confrontations entre Donald Trump et certains journalistes lors d'interviews ou de conférences de presse. Avec près de 7 millions vues, les réactions sont partagées : certains internautes dénoncent un manque de respect envers la presse, tandis que d'autres estiment que Trump répond fermement à des médias qu'ils jugent hostiles.

## 9/10 JAMES HANDY TUÉ



L'acteur américain James Handy, connu pour ses rôles dans Top Gun, Maverick, Jumanji et Logan, est décédé à l'âge de 81 ans après avoir été poignardé à son domicile de Tarzana. Selon la police de Los Angeles, le principal suspect est Michael Gledhill, 44 ans, fils de la conjointe de l'acteur, qui vivait également dans la résidence. Les autorités indiquent que le suspect aurait lui-même contacté les secours avant de se rendre aux policiers sur place. Inculpé pour meurtre, il est détenu avec une caution fixée à 2 millions de dollars américains. Avec plus de 750k vues, plusieurs internautes saluent la carrière discrète mais remarquable de James Handy tout en réclamant des éclaircissements sur les circonstances du drame.

## 8/10 KANSAS CITY VOIT VERT



La diaspora algérienne a réservé un accueil triomphal aux Fennecs à Kansas City, transformant leur arrivée en véritable fête nationale avant le choc face à l'Argentine. Cette ferveur exceptionnelle, marquée par des chants et des drapeaux, impressionne la ville de Lawrence et promet une ambiance survoltée au Arrowhead Stadium. Avec plus de 122k vues, les internautes manifestent une immense fierté face à une mobilisation magique.



7/10

## ABDELAZIZ GARDA SANS FILTRE

Connu pour son franc-parler, le comédien Abdelaziz Garda a livré une réflexion sans détour sur la notion de «star» en Algérie, estimant que ce qualificatif est souvent utilisé de manière excessive dans le paysage artistique local. «Dès que vous sortez des frontières algériennes, personne ne vous connaît. Je n'aime pas le mot "star", il est loin de notre réalité. C'est un terme qui convient davantage aux acteurs hollywoodiens. Une star, tout le monde la voit dans le ciel. Nous, acteurs algériens, notre succès reste local et seul le public algérien nous connaît», a-t-il affirmé. Avec plus de 78k vues, de nombreux internautes ont salué la lucidité et l'humilité d'Abdelaziz Garda, estimant que ses propos reflètent une réalité souvent ignorée.

6/10

## SERPENTS ET FUSILLADES !

L'inquiétude grandit autour du Mondial 2026 suite à deux incidents majeurs aux États-Unis. À San Diego, la sélection suisse a découvert qu'une «zone de serpents à sonnette» venimeux bordait son terrain d'entraînement, poussant la fédération à envisager une délocalisation. En parallèle, à Kansas City, une fusillade de masse faisant neuf blessés a éclaté à quelques kilomètres du camp de base de l'Angleterre. Bien que la FIFA rassure sur la sécurité des sites, ces événements survenus avant même l'arrivée des équipes ternissent sérieusement le climat d'avant-tournoi. Avec plus de 4 100 réactions, les internautes s'indignent face à l'insécurité américaine, soulignant l'hypocrisie des critiques passées sur le Qatar.

5/10

## MONDIAL 2026 OUVERTURE XXL



Le coup d'envoi de la Coupe du Monde 2026 s'annonce légendaire. Pour la première fois, la FIFA innove avec trois cérémonies d'ouverture distinctes. Le 11 juin, le stade Azteca de Mexico lancera les festivités avec un show monumental de 90 minutes. Sur scène, une fusion explosive de rythmes latinos, pop et afrobeat réunira Shakira, Burna Boy, J Balvin et Tyla. L'identité mexicaine sera à l'honneur à travers des tableaux visuels inspirés du papelpicado. Gianni Infantino promet le plus grand spectacle de la terre, tandis que Toronto et Los Angeles enchaîneront dès le lendemain avec Michael Bublé et Katy Perry. Avec plus de 2 200 réactions, les internautes trouvent que c'est une immense hype face à ce casting cinq étoiles, malgré la frustration de voir le tournoi s'éparpiller sur trois pays.



4/10

## STARS SOUS CONTRAT, IMAGE SOUS TENSION

Plusieurs joueurs de l'équipe de France, dont Mbappé et Cherki, contesteraient l'utilisation de leur image dans une campagne publicitaire liée à Betclit. Ils affirment ne pas vouloir être associés à la promotion des paris sportifs et estiment que les règles encadrant leurs droits à l'image n'auraient pas été pleinement respectées. La situation aurait provoqué des tensions avec la Fédération française de football, malgré un accord signé en 2023 pour mieux encadrer ces usages. Le dossier devrait toutefois être mis en pause pendant la préparation de la Coupe du monde, les discussions étant reportées à l'après-tournoi. Avec plus de 1k réactions, beaucoup dénoncent une déconnexion entre marketing sportif et valeurs des joueurs, tandis que d'autres rappellent que les contrats collectifs encadrent déjà clairement ces usages.

## 3/10 SALI FUSTIGE LE RECOURS AU BUZZ

La comédienne Sali a vivement critiqué l'état actuel du milieu artistique, dénonçant le recours croissant à des personnalités issues des réseaux sociaux au détriment des véritables talents. Selon elle, certains producteurs privilégient des figures populaires sur Internet uniquement pour créer le buzz et augmenter les audiences, sans tenir compte de leurs compétences en interprétation. «Ils ont recruté des personnes qui ne savent pas jouer, juste pour faire parler d'eux et attirer les spectateurs. Respectez ce métier et n'essayez pas de passer devant les artistes expérimentés qui ont étudié, travaillé et accumulé des années d'expérience», a-t-elle déclaré. Cette sortie relance en ligne le débat sur la place accordée aux artistes formés et aux professionnels du secteur, souvent éclipsés par la logique du marketing et de la recherche du buzz sur les plateformes numériques. Cette polémique reflète le conflit grandissant entre exigences artistiques et stratégies commerciales dictées par la quête d'audience. Une publication sur le sujet, publiée par ET Djazairi a accumulé plus de 500 réactions.

## 2/10 LE BAC DANS LA DOULEUR

Le candidat algérien Ouaiïta Abdelmoumen, élève en troisième année secondaire (Gestion et Économie) à Tébessa, a vécu une épreuve particulièrement difficile le jour du baccalauréat. Son père est décédé le matin même de l'examen. Malgré cette tragédie, il a bénéficié du soutien de la Direction de l'éducation de Tébessa, qui s'est mobilisée pour l'accompagner moralement. Ce geste de solidarité a suscité une vive émotion et de nombreux messages de compassion à travers le pays. Ce type de situation met en lumière la dimension humaine de l'école face aux drames personnels. Si la réussite scolaire exige concentration et sérénité, certains élèves doivent affronter des épreuves de vie bouleversantes au moment le plus décisif de leur parcours. L'accompagnement psychologique et institutionnel devient alors essentiel. Une publication sur le sujet a accumulé plus de 400 réactions.

## 1/10 UNE «SUCCESS STORY» À DÉGUSTER

Une jeune entrepreneure algéro-polonaise a inauguré son premier commerce à Londres. Situé dans le quartier de Putney, «Adada Cafe» propose brunchs, pâtisseries fraîches, cafés, jus et smoothies. Ouvert depuis une semaine, l'établissement attire déjà l'attention sur les réseaux sociaux. La gérante, fière de ce projet personnel, envisage même d'ajouter prochainement des spécialités algériennes à sa carte. Avec des dizaines de réactions, les internautes ont largement félicité la jeune entrepreneure et promis de visiter son café lors de leur prochain passage à Londres.

## FIBROSE PULMONAIRE

# SAIDAL LANCE UN TRAITEMENT INNOVANT

**Le partenariat entre Saidal et Boehringer Ingelheim prévoit un transfert de technologie visant à renforcer l'industrie pharmaceutique algérienne et à développer la fabrication de médicaments biologiques à haute valeur ajoutée.**

**L**e groupe pharmaceutique public Saidal a signé, hier, à Alger, un accord de coopération avec le laboratoire allemand Boehringer Ingelheim, acteur majeur de la recherche et du développement de médicaments biologiques, en vue de la fabrication en Algérie d'un traitement innovant destiné à la fibrose pulmonaire.

La cérémonie de signature s'est tenue au niveau de l'unité de production de Saidal à El Harrach, en présence du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, et de l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Algérie, Georg Felsheim. L'accord a été paraphé par le directeur général de Saidal, Mourad Belkhef, et le directeur général de Boehringer Ingelheim pour la région Inde, Moyen-Orient et Afrique, Derek O'Leary, en présence de cadres et représentants des deux parties.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux groupes, Boehringer Ingelheim étant présent en Algérie depuis 2012. Il vise à développer la production locale de médicaments innovants à forte valeur thérapeutique, à travers un transfert de technologie et de savoir-faire vers les capacités industrielles nationales.

Le projet sera mis en œuvre au niveau du site de production d'El Harrach, équipé d'infrastructures conformes aux standards internationaux de l'industrie pharmaceutique. Il permettra d'assurer une montée en compétences des ressources humaines



locales et de renforcer les capacités nationales dans le domaine des biotechnologies médicales.

### UNE PREMIÈRE NATIONALE

Ce programme constitue une avancée importante dans le traitement des maladies pulmonaires fibreuses rares et avancées, en introduisant pour la première fois en Algérie la fabrication locale d'un médicament innovant destiné à cette pathologie. Il s'inscrit ainsi dans une dynamique de développement de la production pharmaceutique nationale orientée vers les traite-

ments spécialisés. Dans son intervention, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a qualifié cet accord d'«étape marquante» dans le développement du secteur pharmaceutique national, soulignant qu'il reflète la volonté commune de l'Algérie et de l'Allemagne de construire un partenariat structuré et durable.

Il a également rappelé que cette initiative s'inscrit dans la stratégie nationale visant à renforcer la souveraineté sanitaire, à réduire la dépendance aux importations et à garantir l'accès des patients aux traitements innovants.

Le ministre a ajouté que cette coopération illustre également les orientations de l'État en matière de promotion de l'investissement productif et d'attraction de partenariats avec des acteurs internationaux de référence dans l'industrie pharmaceutique. Il a estimé que ce projet constitue un modèle de coopération fondé sur l'échange d'expertise, le transfert de technologie et l'amélioration de la qualité des soins, tout en ouvrant des perspectives d'exportation vers les marchés africains.

### UNE VISION COMMUNE

De son côté, le directeur général de Saidal a affirmé que cet accord s'inscrit dans la stratégie du groupe visant à développer la production locale de médicaments innovants et à consolider les capacités nationales, contribuant ainsi à la sécurité sanitaire du pays.

Le représentant de Boehringer Ingelheim a, pour sa part, réaffirmé l'engagement du groupe allemand à accompagner le développement de l'industrie pharmaceutique en Algérie à travers des projets axés sur l'innovation et la production locale. Il a souligné que cette coopération permettra d'améliorer l'accès des patients à des traitements modernes, sûrs et de haute qualité. Cet accord marque ainsi une nouvelle étape dans le partenariat algéro-allemand dans le domaine de la santé, en plaçant l'innovation pharmaceutique et la production locale au cœur des priorités communes.

R. N.

## ASSURANCES

# Lancement d'une fenêtre Alliance-Takaful

La compagnie Alliance Assurances a annoncé, hier, dans un communiqué, le lancement officiel d'une fenêtre d'assurance Takaful baptisée Alliance-Takaful, s'inscrivant dans la dynamique nationale de promotion de la finance islamique.

Cette initiative a été approuvée à l'unanimité par les actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Alger. Elle s'inscrit, selon la compagnie, dans le cadre de sa stratégie de diversification et de son engagement à accompagner les évolutions du secteur financier national.

Alliance Assurances indique que le lancement de cette nouvelle



activité répond à l'évolution des attentes du marché algérien, ainsi qu'aux orientations des

pouvoirs publics visant à promouvoir une industrie financière plus diversifiée et inclusive.

L'offre Takaful sera progressivement déployée à destination de trois principales catégories de clientèle. Les particuliers pourront accéder à des produits couvrant notamment l'assurance automobile, l'habitation et la protection du patrimoine familial. Les professionnels, notamment les commerçants, artisans et petites entreprises, bénéficieront de solutions adaptées à la couverture de leurs activités économiques. Quant aux entreprises, elles pourront souscrire à des produits spécifiques portant sur les flottes automobiles, la responsabilité civile et les risques industriels.

La compagnie souligne que le

segment du Takaful présente un potentiel de développement significatif sur le marché national. Selon Alliance Assurances, cette activité constitue une composante appelée à jouer un rôle croissant dans l'élargissement de la couverture assurantielle, aussi bien auprès des particuliers que des opérateurs économiques.

Avec ce lancement, Alliance Assurances entend renforcer sa position dans un secteur en mutation, marqué par l'émergence de nouvelles offres financières et une demande accrue pour des produits conformes aux principes de la finance islamique.

## BIENS CONFISQUÉS

### Une briqueterie remise en service à Adrar

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé, hier, que la valorisation des biens confisqués et leur réintégration dans le cycle économique constituent un levier important pour la création de richesse, le soutien du développement local et la création d'emplois.

Cette déclaration a été faite lors de sa supervision, aux côtés de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, de l'inauguration d'une briqueterie dans la commune de Fenouhgil, dans la wilaya d'Adrar.



Le ministre a expliqué que cette usine, relevant de la société Simca, filiale du groupe Gica, fait partie des biens confisqués qui ont été récupérés,

réhabilités et remis en exploitation dans le cadre de la politique de l'État visant à valoriser les actifs économiques récupérés et à les orienter vers des projets productifs contribuant au renforcement de l'activité industrielle. Yahia Bachir a également appelé à poursuivre l'amélioration de la qualité de la production et au renforcement des normes de sécurité au sein de l'unité industrielle. Il a précisé que l'usine s'étend sur une superficie de 6 ha et dispose d'une capacité de production de 300 000 tonnes par an. Enfin, il a souligné l'impact économique et social de ce projet, qui permet la création de plus de 100 emplois directs, contribuant ainsi au développement local et à la promotion de l'emploi dans la région.

## PRÉSIDENTE

### Tebboune reçoit Ban Ki-moon

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, Ban Ki-moon, ancien secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, actuellement président de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'Institut mondial pour la croissance verte, accompagné d'une importante délégation, indique un communiqué de la présidence de la République.

Ont assisté à cette rencontre Boualem Boualem, directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Attaf, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ammar Abba, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires diplomatiques, ainsi que Mme Kaouter Krikou, ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, ajoute la même source.